M 6189 - 1007 - 6,00 F
3796189006007 10070

Encore un budget en faveur des riches

p. 6

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 007 - 19 septembre 1987 - prix : 6 F

L'Argentine aprés la montée électorale des péronistes

p. 16

Le Pen sous toutes ses faces

p. 3

Nouvelle-Calédonie

Comment l'impérialisme français veut prolonger sa tutelle

p. 5

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 5
— Nouvelle-Calédonie : l'autonomie interne, ou comment l'impérialisme français veut prolonger sa tutelle.

Page 8
— URSS : Trotsky n'a pas besoin d'être "réhabilité".
— Yougoslavie : les combines de là-bas.

Page 9
— Brésil : les escadrons de la mort de Rio.
— Tunisie : la dictature s'en prend à tout ce qui bouge.

Page 16
— Argentine : pour les travailleurs, rien ne viendra d'en haut.

EN FRANCE

Page 6
— Encore un budget en faveur des riches.

Page 7
— Imposer l'augmentation des salaires, c'est possible.

Pages 12 et 13
Dans les entreprises : Montupet, AGF, Thécla-Delle, Lever (Haubourdin).

LOISIRS ET CULTURE

Page 14
— Théâtre : *La Madeleine Proust à Paris.*

Page 15
— Livre : *Les découvreurs* de Daniel Boorstin.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

En bref

De l'argent public pour le papier hygiénique

"Le Trèfle" ou "Scottex", vous connaissez certainement ces deux marques de papier hygiénique. Et bien, vous ne saviez peut-être pas qu'elles sont produites par "Scott Paper", le géant mondial du PQ. Et qu'un violent combat vient d'être essuyé entre plusieurs villes françaises, à qui aura la chance d'accueillir la nouvelle usine que ce trust a décidé de construire dans l'hexagone : quatre milliards de francs d'investissements et, à terme, création de 1 500 à 2 000 emplois. C'est la ville d'Orléans et son maire et ministre des Transports, Jacques Douffiagues, qui l'ont emporté.

Mais, comme Scott Paper ne se laisse pas avoir à la douceur, il a fallu se mettre dans ses petits papiers. Le terrain, d'une valeur de 20 millions de francs, sera offert pour un franc symbolique, la ville financera le projet pour 50 millions, et le département pour 30 millions. Pour que les faveurs du grand du PQ viennent essuyer le maire de la ville, il faut mettre la main... à la poche.

Beaucoup de fumée pour pas grand-chose

Les commentaires tenus par Michèle Barzach, le ministre de la Santé, à propos du rapport qui venait de lui être remis sur la situation du tabagisme en France, avaient tout l'air d'annoncer la volonté du gouvernement de lancer un vaste plan de lutte contre le tabac.

Le rapport rappelle en effet les ravages causés par le tabac qui chaque année est responsable de 59 000 décès. Ravages qui risquent bien de s'aggraver puisque les experts estiment que le nombre de fumeurs tend à augmenter, en particulier parmi les jeunes, le pourcentage de fumeurs parmi les "20 ans" par exemple étant de 50 %.

Une véritable lutte contre le tabagisme, cela poserait sans doute des problèmes difficiles. Mais en l'occurrence, Michèle Barzach aura surtout consacré ses efforts aux déclarations, car en fait de mesures concrètes, on ne trouve que l'annonce d'un prochain décret interdisant de fumer à l'école.

Une mesure vouée par avance à l'inefficacité, tout à fait du même type que les mesures prises en 1976 qui elles aussi interdisent le tabac dans les établissements scolaires fréquentés par les moins de 16 ans, et qui prétendaient même interdire totalement la publicité directe ou indirecte pour le tabac. En fait, le budget publicitaire pour les cigarettes n'a pas diminué, et le tabagisme non plus. Les jeunes commencent même à fumer de plus en plus tôt.

En fait, le but de tout ce vent est surtout de montrer le RPR soucieux de la bonne santé morale et physique de la population. Par femme ministre interposée. Car, notons-le au passage, c'est presque toujours pour ce côté exclusivement "social" que ce genre de parti met en avant des femmes. Comme cela avait été aussi le cas pour l'UDF avec Simone Veil et sa campagne anti-alcoolisme et anti-tabac.

Les formations de l'avenir

Il y a quelques mois les élèves et les parents avaient eu droit aux discours démagogiques sur "la lutte contre l'échec scolaire", sur l'objectif que "80 % des jeunes aient leur Bac" à terme, sur la formation professionnelle, "priorité des priorités"... Maintenant que l'on peut faire un premier bilan de la rentrée 1987, on s'aperçoit qu'il y a encore plus de jeunes que l'an dernier à n'avoir pas trouvé une place à l'école : le manque de places touche principalement l'enseignement technique, où plus de 130 000 demandes ne pourront pas être satisfaites cette année. Dans quelques années, on expliquera à ces jeunes, devenus des travailleurs, qu'ils ne sont pas assez formés, pas assez qualifiés, pour justifier leur salaire minable, ou leur licenciement, ou plus certainement le refus pur et simple de les embaucher.

Mais il se pourrait bien aussi qu'un certain nombre d'entre eux se soient entre-temps formés... à la lutte de classe, et à la lutte révolutionnaire. C'est en tout cas ce que nous souhaitons, car cette formation-là est la seule qui assure vraiment un avenir.

A.L.

Des coûts et des couleurs

Les armées européennes s'agitent beaucoup ces temps-ci en manœuvres qui écrasent non pas tant l'ennemi que les betteraves et les patates. En Allemagne de l'Ouest, du 17 au 25 septembre, ce pays "bleu" ayant été attaqué par des "rouges" (qui ça peut bien être ?) la force rapide d'intervention française a volé au secours des Allemands. Et cette manœuvre s'appelle — sans rire — "Moineau hardi". On ne sait si ce moineau va effrayer le bloc de l'Est, mais c'est qu'il bouffe ce moineau, en essence, missiles et obus divers. Il méritait plutôt le nom de "Vautour culotté" !

Dans l'Oise, en France, du 15 au 18 septembre d'autres manœuvres ont eu lieu, appelées cette fois fort justement... "Crève-cœur". Il y avait une nouveauté, la présence d'observateurs des pays de l'Est : Russes, Tchèques, Polonais, etc... Du coup les envahisseurs n'étaient plus "rouges" mais "orange". S'agirait-il des Ivoiriens ou des Nigériens qui ont beaucoup d'orange dans leur drapeau ?

LES FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• LYON
SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 SEPTEMBRE
Hall des Fêtes à Saint-Fons
Samedi à partir de 16 heures et dimanche de 14 à 20 heures.

• BOURGES
SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 SEPTEMBRE
au Parc Saint-Paul

• BORDEAUX
DIMANCHE 20 SEPTEMBRE
Garenne de la Blancherie - Cenon
de 11 à 21 heures.

• DIJON
SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
Salle Mendès-France à Quétigny
Samedi à partir de 19 heures et dimanche de 12 à 20 heures.

• TOULOUSE
SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
au Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon)
Samedi à partir de 18 heures et dimanche jusqu'à 20 heures.

• GRENOBLE
DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
au Jardin de Ville de Pont-de-Claix
forums, expositions, spectacles, jeux, librairies, coin des sciences, cinéma. A midi : goulash.

L'homme de dieu au pays des gratte-ciel

Après de nombreux voyages dans le Tiers Monde, Jean-Paul II s'est rendu aux Etats-Unis, où la communauté catholique est minoritaire, mais fort riche. En Arizona, la devise de l'Etat est même *"Dieu enrichit"* ce qui ne saurait laisser indifférent aucun pélerin.

Le grand sorcier blanc a reçu une plume d'aigle de la part d'un chef indien catholique, puis il s'est rendu à Hollywood. Là il a fait un speech qui a laissé pantois bien des acteurs, producteurs et autres journalistes. *"Il est meilleur acteur que moi-même"* a affirmé Charlton Heston, alias Ben Hur. C'est que l'inspiration divine est supérieure à celle de l'Actor's Studio.

Pour finir, Jean-Paul II s'est adressé aux évêques, dont certains, comme partout, aimeraient que l'Eglise évolue, se modernise, etc. Pas question, a répondu en substance le pape, et en particulier, comme avant, *"les femmes ne sont pas appelées à la prêtrise"*.

Elles ne perdent rien évidemment, mais peut-on suggérer au saint-père d'envisager un prochain voyage en Iran ? Sur ce terrain le souverain pontife et l'ayatollah devraient parvenir à s'entendre.

Le Pen sous toutes ses faces

Les propos tenus par Le Pen dimanche dernier sur une station de radio ont soulevé parmi toute la classe politique un tollé d'indignation feinte ou réelle, comme jamais aucune autre de ses déclarations n'en avait soulevé. A juste titre, certes. Mais quelle hypocrisie quand même de la part de tous ces gens-là, car tous savaient bien à quoi s'en tenir sur le personnage !

Le Pen aimait à se donner l'image d'un homme politique bon enfant, voire pacifique. Il traînait régulièrement en procès ceux qui l'accusaient de racisme ou qui rappelaient son passé chez les paras de Massu. Mais ses paroles de dimanche donnent de lui une image qui a paru inacceptable même à des gens qui n'ont pas hésité à s'allier avec lui pour regagner la majorité dans un Conseil régional ou à la municipalité de Marseille.

C'est pourquoi ceux qui prétendent ne retenir dans les paroles de Le Pen que ce qui leur convient s'abusent eux-mêmes. C'est leurs propres préjugés qu'il leur sert, même s'il les a mélangés avec d'autres. Mais c'est à chaque fois le même Le Pen. C'est le même qui déclare qu'il faut renvoyer les immigrés chez eux, ou qu'il faut isoler les porteurs du SIDA comme des lépreux, ou qui laisse entendre qu'Hitler n'a pas fait tout le mal qu'on dit. Et certains malheureusement parmi les travailleurs qui croient "qu'il y a du vrai dans ce que dit Le Pen" sur les immigrés oublient, ou ne veulent pas voir, que c'est le même homme qui brandit des menaces contre toute la classe ouvrière.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand Le Pen dit qu'il ne faut pas mettre des bâtons dans les roues du patronat en imposant une réglementation des salaires et des horaires ou des conditions de travail, ou bien que les syndicats ont trop de pouvoir, autrement dit qu'il faut limiter leurs droits et ceux des salariés. Oui, c'est bien le même homme qui agite les idées antisémites, qui est anti-immigrés et qui est aussi et surtout anti-ouvrier. Et au fond, d'ailleurs, c'est la même chose. Cela procède de la même démagogie, et cela conduit au même point.

Hitler s'est hissé au pouvoir en agitant les idées antisémites. Mais s'il a condamné six millions de Juifs au four crématoire, c'est tout le peuple allemand qu'il a fait marcher au pas et envoyé livrer une guerre ignoble et c'est neuf millions de travailleurs allemands qu'il a condamnés à la mort, les premiers dans les camps de concentration où il a jeté tous les opposants, militants de gauche ou simples militants ouvriers, les autres sur les champs de bataille.

Le Pen veut se hisser, un jour, au pouvoir en s'appuyant sur la démagogie anti-immigrés, antisémite ou anti-n'importe quoi, en fonction de ce qui marchera, mais c'est, de toute façon, les travailleurs de toutes origines qu'il offre à la bourgeoisie de mettre au pas, si elle en a un jour besoin.

La démagogie de Le Pen forme un tout. Et c'est bien pourquoi les hommes politiques de droite et même de gauche, qui se retrouvent aujourd'hui seulement unanimes pour le condamner, font montre d'une belle hypocrisie. Les mêmes n'ont pas dédaigné reprendre à leur compte une partie de ses propositions. C'est vrai des hommes politiques de la droite, mais c'est vrai même de ceux du Parti Socialiste, qui ne se sont pas gênés lorsqu'ils étaient au pouvoir pour prendre des mesures contre les travailleurs immigrés ou injurier ceux qui osaient, chez Talbot par exemple, se mettre en grève pour défendre leur emploi.

Alors, les travailleurs auraient bien tort de croire que ces gens-là peuvent être un rempart contre le danger que représente un Le Pen. Ils ne font que lui ouvrir le chemin, eux et la société capitaliste décadente qu'ils défendent. Car c'est bien de cette société et de sa crise que se nourrit un Le Pen, exactement comme Hitler est sorti de la crise de la société capitaliste de l'entre-deux-guerres.

Arlette LAGUILLER

Nous sommes tous des Kanaks

Dimanche dernier, les Blancs de Nouvelle-Calédonie ont donc gagné contre les Kanaks... dans les urnes. Enfin, gagné, c'est une façon de parler. Car en face, il n'y avait personne, puisque les Kanaks ne sont pour la plupart pas allés voter, en laissant les Blancs jouer tout seuls à leur farce électorale.

Pour que la Nouvelle-Calédonie reste française, pour sauvegarder les derniers vestiges du vieux colonialisme français, il a quand même fallu quadriller l'île par l'armée, tabasser quelques journalistes, faire ânonner aux officiers et aux sous-offs de drôles de cours d'instruction civique forcés aux Kanaks, rendre les bureaux de vote itinérants (loin des militants indépendantistes, près des gendarmes français) et finalement, y mettre aussi le prix, en achetant, paraît-il, très cher des procurations de vote massives...

Dans ces conditions, on comprend que les Kanaks, par la bouche de leur leader Jean-Marie Tjibaou, aient préféré dire "merde" aux Français de là-bas et à leur référendum, et que le leader indépendantiste ait même rajouté, dimanche, en substance : "et on n'a pas fini de vous emmerder...". Ce qui, en vérité, sera sans doute plus efficace pour le sort des Kanaks qu'un quelconque scrutin électoral.

La Nouvelle-Calédonie, c'est loin. Mais nous sommes bien plus proches des Kanaks qu'on pourrait croire.

En Nouvelle-Calédonie, les Kanaks sont minoritaires dans les urnes, même si c'est sur leur sueur et leur pauvreté que les colons ont bâti leur fortune. Mais ici aussi, les dix millions de travailleurs qui font fonctionner toute la société sont minoritaires dans les urnes, où la voix du spéculateur, du parasite, du profiteur, pèse autant que celle de celui qu'il exploite.

Ici, la mascarade électorale est moins voyante que là-bas. Il n'y a pas besoin de quadrillage de l'armée pour nous envoyer aux urnes. Mais tout comme nos frères noirs de Nouvelle-Calédonie, nous sommes pourtant toujours les vaincus de la farce électorale, quel que soit le résultat. On l'a bien vu en 1981, quand la gauche est passée pour mener ensuite la politique de la droite. On l'a revu après 86, quand un président socialiste a pu cohabiter sans problème avec la droite.

Là-bas, comme ici, la seule chose que tous ceux qui tiennent le bon côté du manche craignent, ce n'est pas le résultat des élections, c'est que les pauvres, les travailleurs, se mettent à les "emmerder" comme dirait Tjibaou, en faisant trembler le sol sous leurs privilèges et leurs profits.

Là-bas, les Kanaks sont 60 000. Mais ici, tous les travailleurs, les laissés pour compte, les sacrifiés de la crise sont plus de dix millions ! Oui, nous pouvons faire en sorte que les craintes de la bourgeoisie et du patronat deviennent réalité, en devenant "hyper-sensibles à la feuille de paie" comme ils disent eux-mêmes. Et une explosion sociale sur ce terrain-là les rendra plus prudents sur tout, à commencer sur les licenciements. Et ce sera aussi le meilleur moyen de donner de nouveaux espoirs aux Kanaks de Nouvelle-Calédonie.

Par contre, sachons-le, si la bourgeoisie et le patronat voient venir les prochaines élections sans avoir connu auparavant de sérieux "emmerdements" du côté des travailleurs, ils pourront additionner à leur avantage, et le score de Mitterrand et celui de Chirac. Ça fera le même score qu'en Nouvelle-Calédonie : 98,30% pour la France des riches !

Et après les élections, ils en rajouteront, ils en profiteront encore plus. Ils feront baisser les salaires en valeur absolue après les avoir fait baisser en valeur relative par rapport à l'inflation. Ils amputeront encore les retraites des vieux et réduiront à presque rien ce qui reste des prestations sociales. Ils se comporteront en terrain conquis, comme en terrain colonial. Pas seulement à Nouméa, cette fois, mais de Marseille à Dunkerque.

(Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 14 septembre 1987).

Voir aussi nos articles sur la Nouvelle-Calédonie en page 5.

salaires, emploi, sécurité sociale...
Pour une riposte d'ensemble de la classe ouvrière

meeting de Lutte Ouvrière

avec **Arlette LAGUILLER**

et **Daniel Vitry**

vendredi 2 octobre

20 h 30 à la Mutualité

24, rue Saint-Victor Paris 5e - métro : Maubert-Mutualité

participation aux frais : 10 F

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE APPROCHE...

On ressort les cadavres des placards

Le Parquet de Paris vient soudainement de requérir l'inculpation de Christian Prouteau, préfet et conseiller technique à l'Elysée, pour une affaire qui remonte à 1982, et alors qu'il était mis en cause explicitement dans la presse depuis 1984. On peut invoquer la lenteur de la justice, mais il y a peu de chances pour que ce soit la raison réelle de ce réveil tardif. De même, on a vu récemment à Antenne 2 l'interview d'un ex-nageur de combat des services secrets français, qui fait ressurgir dans les journaux "l'affaire Greenpeace" de 1985. Rappelons ces affaires, sur lesquelles il n'y a plus de secret depuis longtemps.

En 1982, un peu plus d'un an après l'arrivée de la gauche au gouvernement, le 28 août exactement, trois prétendus "terroristes irlandais" étaient arrêtés à Vincennes par les hommes du capitaine Barril. Les gendarmes prétendirent avoir trouvé chez eux des armes et des explosifs, affirmant qu'ils s'apprêtaient à commettre un attentat à Paris. La présidence de la République publia le soir même un communiqué triomphal, présentant cette arrestation comme un succès important dans la lutte anti-terroriste. Mitterrand venait de créer une "cellule anti-terroriste" dirigée par Prouteau, et celui-ci faisait donc une brillante entrée en fonctions...

Ensuite, très lentement, on apprit la vérité : après neuf mois d'emprisonnement, les trois Irlandais étaient libérés, puis définitivement innocentés ; et il apparut, deux ans après leur arrestation, que toute l'affaire avait été fabriquée (fausses pièces à conviction déposées par les gendarmes eux-mêmes chez les Irlandais, faux témoignages des gendarmes qui avaient participé à la perquisition) et que Prouteau était au courant de tout depuis le début — si même il n'avait pas organisé cette mise en scène... Aujourd'hui, cinq ans après, Prouteau est toujours préfet et conseiller technique de Mitterrand.

L'affaire des Irlandais de Vincennes fut suivie, toujours sous le gouvernement socialiste, de l'affaire Greenpeace : en 1985, les services secrets français coulèrent un bateau, le "Rainbow Warrior", appartenant à cette organisation écologiste, tuant à cette occasion un journaliste ; tout cela se passant à l'étranger, en Nouvelle-Zélande.

Ensuite, il n'a pas fallu longtemps à la droite, revenue au pouvoir en mars 1986, pour reprendre le "flambeau" des mauvaises affaires. La droite, avant même mars 1986, a cherché à retarder la libération des otages français détenus en Iran, si on en croit *Le Canard enchaîné*, repris par divers journaux, et le gouvernement iranien lui-même. La droite cherchait ainsi, en retardant la libération des otages jusqu'à après les élections de mars 1986, où elle s'attendait à battre la gauche, à faire en sorte que le mérite de cette libération lui revienne à elle et non à la gauche.

Le terrorisme d'Etat, les marchandages cyniques sur les otages, les ventes d'armes officielles et secrètes à l'Irak et à l'Iran, tout cela fait partie de la marche normale des choses dans un Etat qu'on dit démocratique.

Mais pourquoi est-ce précisément maintenant que ces affaires sont ressorties publiquement, avec en particulier Prouteau qui risque incessamment l'inculpation, manifestement à l'instigation du gouvernement, pour une affaire qui date d'il y a cinq ans ?

En août dernier, des journalistes osèrent demander à Chirac, sur Radio Monte Carlo, des précisions au sujet des marchandages autour des otages détenus en Iran, en mars 1986. Chirac répondit brutalement : *"Nous aussi, on pourrait dire des choses. Il y a eu tout de même un certain nombre de problèmes dont on n'a pas connu très exactement les données et les solutions, et qui vont des Irlandais de Vincennes aux affaires du "Rainbow Warrior"*.

Bref, Chirac, au lieu de s'expliquer, répondait au journaliste par un chantage à l'adresse des socialistes. Le chantage paraissait si grossier qu'à l'époque, on pouvait se demander si Chirac avait bien pensé ce qu'il avait dit, et s'il ne s'agissait pas d'une simple maladresse de langage.

Eh bien, non, ce n'était probablement pas une maladresse !

Tout se passe aujourd'hui comme si le gouvernement Chirac mettait sa menace à exécution, et cherchait sournoisement à nuire aux socialistes en ressortant de vieilles affaires où leur rôle n'a pas été brillant. Il faut dire que les élections présidentielles de mai 1988 approchent ; et les sondages pour l'instant favorisent plutôt Mitterrand que Chirac. Comme les socialistes et la droite sont d'accord, à des nuances insignifiantes près, sur les plans économique, social et militaire, ils n'ont pas tellement la possibilité de se différencier par des "débats d'idées". Ils ne peuvent que se lancer mutuellement à la tête des accusations au sujet de tel ou tel scandale. Des révélations ? Même pas, tout est déjà connu depuis longtemps.

Ce que cela révèle seulement, c'est ce que valent ces politiciens-là, au regard fixé sur les sondages d'opinion, qui se crêpent vulgairement le chignon, pendant que les vraies décisions se prennent comme toujours dans les conseils d'administration.

André LAURIOT

Scènes de la cohabitation

Le ministre de l'Economie et des Finances, Edouard Balladur, envoie au Conseil des ministres ce qui se veut une critique de la gestion socialiste de 1981 à 1986 qualifiée ainsi : *"Le cercle vicieux marqué par trop de dépenses, plus de déficit, davantage de dettes..."*.

Mitterrand qui préside répond en faisant observer *"qu'il était de tradition pour un gouvernement de porter de sévères critiques sur la gestion de son prédécesseur, que tel avait été notamment le cas lorsque Monsieur Barre avait eu à juger de la politique du gouvernement précédent"*... (celui de Chirac).

Echange de vannes, donc, au Conseil des ministres, ce que la presse considère comme un accroc supplémentaire à la cohabitation. Comme l'est la sortie des placards des "affaires" (Rainbow-Warrior, Irlandais de Vincennes, etc.), ou "l'escale technique" faite par le Concorde de Chirac se rendant à Nouméa en s'arrêtant sur l'atoll de Hoa où résident les faux "époux Turenge".

Ainsi va la cohabitation.

Celle-ci n'est est d'ailleurs pas à son premier accroc et pas à un près. Sa destinée est d'être vouée à être déchirée en charpie et jetée aux orties au moment des élections présidentielles. Socialistes et différentes fractions de la droite s'entre-déchireront alors pour la galerie... et pour le poste de président de la République.

La cohabitation recouvre sans la cacher la politique des uns et des autres, et celle-ci est si peu différente qu'elle a pu s'accommoder d'un gouvernement de l'un avec un président de l'autre. Les accrocs ne dévoileront pas le moindre mystère, car il n'y a rien de nouveau dans le "cercle vicieux" des politiciens de droite et de gauche qui se succèdent au gouvernement.

L.G.

PCF

Une nouvelle politique ou la même ?

Réussie, la fête de *L'Humanité* l'était, par le nombre de ses participants, par l'ambiance. Et plus d'un militant, d'un sympathisant ou d'un électeur du Parti Communiste a dû s'en aller avec l'impression que les échecs électoraux des dernières années n'avaient pas tué le Parti Communiste et que celui-ci allait de l'avant.

Tant mieux s'ils sortent de cette fête avec de l'enthousiasme et l'envie d'engager des luttes, comme les y a conviés Lajoinie dans son discours. Le Parti Communiste reconnaît à nouveau aujourd'hui qu'il s'est trompé. C'est ce qu'a encore déclaré Georges Marchais sur TF1, samedi 12 septembre, en laissant entendre que toute la stratégie d'Union de la gauche qui a conduit, entre autres, le Parti Communiste à participer au gouvernement de 1981 à 1984 était une erreur. Aujourd'hui, le Parti Communiste préfère mettre l'accent sur les luttes nécessaires. Mais la façon dont la direction de ce parti définit ses perspectives dans son *"Projet de résolution pour le 26e Congrès"*, publié dans *L'Humanité* du 16 septembre, ne permet certainement pas d'affirmer que la direction actuelle du PCF ne renouera pas avec la politique d'hier. Tout au contraire.

"Notre objectif est clair dit-elle, *nous voulons une autre politique, celle que définit notre programme. Et pour la mettre en œuvre, nous voulons un autre pouvoir : un gouvernement, une majorité de changement auxquels participeraient les communistes. Notre parti est un parti de gouvernement"*. Et d'ajouter que le Parti Communiste *"entend prendre à la direction des affaires du pays la place que lui conférera le suffrage universel"* en concluant *"des accords entre formations politiques, en particulier avec le Parti Socialiste lorsque ces accords s'avèreront possibles"*. En attendant, la politique du Parti Communiste devrait consister à rendre le Parti Communiste fort pour qu'il oblige les dirigeants du Parti Socialiste à changer de cap.

Mais s'il est possible que les dirigeants du PS choisissent un jour de tenir davantage compte du PC qu'aujourd'hui, ou du moins qu'ils tiennent davantage en compte ses électeurs, cela ne voudra pas dire que le PCF pourra, pour autant, infléchir leur politique. L'expérience du gouvernement socialo-communiste pendant trois ans, du gouvernement socialiste, pendant un an et demi de plus, a été concluante. La politique des dirigeants socialistes au gouvernement consiste à faire marcher les affaires de la bourgeoisie, et des ministres communistes ne pourraient changer cela, même s'ils le voulaient vraiment.

Et même plus nombreux que la dernière fois, ils n'ont au bout du compte que le choix de cautionner la politique anti-ouvrière du gouvernement ou de se démettre.

C'est la classe ouvrière qui peut faire peur aux possédants, c'est elle qui peut obliger les gouvernements de droite comme de gauche à infléchir leur politique si elle sait mener des luttes générales, offensives, capables de faire reculer la bourgeoisie.

Mais cette perspective-là est une chose. La perspective de retourner un jour au gouvernement en est une autre, et elle va finalement dans le sens opposé. Les dirigeants du Parti Communiste les prétendent conciliables ; c'est qu'en réalité, ils choisissent de tout subordonner à leurs alliances politiciennes. Mais pour tous les militants qui veulent que le rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie change réellement en faveur des travailleurs, pour tous les travailleurs influencés par le Parti Communiste, c'est l'autre voie qu'il faudra choisir. S'ils ne veulent pas que leurs luttes et leurs efforts soient de nouveau conduits dans l'impasse.

H.M.

APRÈS LE RÉFÉRENDUM

L'autonomie interne, ou comment l'impérialisme français veut prolonger sa tutelle

Le soir des résultats du référendum, le ton de la droite et du gouvernement était triomphaliste, mais néanmoins prudent.

Immédiatement après s'être félicités de ce que *"la Nouvelle-Calédonie soit française"*, le gouvernement et la droite locale se sont adressés aux représentants indépendantistes de la population kanake. Chirac et Lafleur ont invité Tjibaou à *"rouvrir le dialogue"*. Le ministre des DOM-TOM, Bernard Pons, a sorti de ses cartons un nouveau projet de statut pour la Nouvelle-Calédonie, similaire au statut d'autonomie interne en Polynésie française (Tahiti, îles Marquises...) ; et rapidement, Jacques Lafleur s'est associé à cette démarche : *"Cette (...) étape devrait donner satisfaction à tout le monde, y compris aux indépendantistes du FLNKS, auxquels une main est toujours tendue pour participer aux institutions futures où ils auront de la place"* (*Le Monde* du 16 septembre).

L'impérialisme français n'a plus d'intérêts économiques à défendre en Nouvelle-Calédonie, l'un des derniers confetti de l'empire colonial. Il a pu s'accommoder de l'indépendance politique de grands pays coloniaux d'Afrique et d'Asie. A fortiori le pourrait-il pour une petite île comme la Nouvelle-Calédonie. D'autant que toutes les concessions colonialistes aux Blancs de là-bas lui coûtent finalement assez cher. Il est vrai que l'impérialisme français, même décati, a encore largement de quoi payer le prix, pour ne pas avoir de problèmes politiques avec quelque 40000 Caldoches, les Français de là-bas, attachés à leurs privilèges. Mais préoccupations électorales mises à part, le gouvernement français peut trouver au bout du compte plus avantageux, y compris politiquement, de faire des concessions aux indépendantistes, que de devoir en permanence maintenir là-bas 7000 soldats.

Et c'est pourquoi le statut d'autonomie que propose le gouvernement français représente une forme de compromis permettant d'associer un peu les dirigeants kanaks aux institutions, sans trop mécontenter les Caldoches. Et la préoccupation du gouvernement Chirac comme avant lui celui de Fabius, se résume au bout du compte à négocier une solution avec les indépendantistes sans s'aliéner l'électorat de droite, au moins d'ici mai 88 ! Alors, il avance l'idée d'un *"statut d'autonomie interne"*, dans le cadre duquel *"les Calédoniens assumeraient la gestion et l'administration du territoire, l'Etat ne conservant que les grandes responsabilités : la monnaie, la politique étrangère, la défense et la justice"*.

Jusqu'à quel point, dans ces négociations, le gouvernement français tiendra-t-il compte des revendications indépendantistes, c'est ce qu'on verra.

"Il n'y a pas de solution définitive pour notre pays sans nous, c'est-à-dire sans intégrer le concept d'indépendance de la revendication kanake" a dit Tjibaou (*Le Monde* du 16 septembre). Jusqu'à quel point le gouvernement français acceptera d'intégrer ce "concept d'indépendance", dans le statut d'autonomie qu'il propose, quel contenu il lui donnera, et de quel contenu les leaders indépendantistes se satisferont ou pas, l'avenir le dira.

Il est assez probable que l'impérialisme français ne tient pas plus que cela à se mettre à dos l'opinion des grands Etats du Pacifique, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, qui ne se gêneront pas (ils le font déjà) pour dénoncer les abus du colonialisme français dans la région ; pas plus qu'il ne tient à ce que Tjibaou puisse se targuer de l'appui de ces mêmes Etats, ou même d'un siège à l'ONU, contre sa volonté. L'enjeu n'en vaut pas forcément la chandelle.

Il reste que le petit peuple kanak doit pouvoir disposer de lui-même, tout minoritaire soit-il dans sa propre île. Il doit avoir droit à l'indépendance qu'il réclame par la bouche de ses représentants.

Sans doute, l'indépendance ne résoudra pas tout. Nous, révolutionnaires socialistes, savons bien que ce qu'on appelle "l'indépendance", ou même que tout statut d'autonomie "tenant compte du concept d'indépendance" accepté par l'impérialisme français, ne pourra pas rendre aux Kanaks tout ce que l'Etat français et ses colons leur ont pris au cours d'un siècle. Elle risque de ne se traduire finalement, que par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle petite couche de notables et par des changements bien limités pour tout le reste de la population. Pour qu'il en soit autrement, il faudra une révolution sociale, non seulement en Nouvelle-Calédonie, mais dans toute cette région du monde comme ici dans la métropole.

Mais nous sommes avant tout solidaires du peuple kanak et de ses dirigeants, contre l'impérialisme français.

— A bas l'oppression française en Nouvelle-Calédonie !

— Droit à l'indépendance du peuple kanak !

Le statut d'autonomie — faire quelques concessions aux Kanaks — pourrait être plus avantageux pour le gouvernement français que de maintenir en permanence 7000 soldats en Nouvelle-Calédonie.

Chirac veut remporter le cocotier électoral

En se rendant jeudi 17 septembre à Nouméa, Jacques Chirac, qui y espérait un accueil triomphal, veut toucher les intérêts de la traite qu'il a acceptée en faisant le pari du référendum. C'est en hausse de pourcentages électoraux qu'il aspire à être payé. Et pas seulement en Nouvelle-Calédonie, mais en France. C'était d'ailleurs là une des grandes motivations, sinon la principale, qui a poussé son gouvernement à mettre en œuvre cette consultation-bidon, destinée à prouver aux Caldoches que le gouvernement ne les lâcherait pas — donc qu'ils n'avaient pas de raison de se réfugier dans les bras du Front National local — et destinée à prouver aux nostalgiques du "temps des colonies" de l'électorat de droite en France, qu'il n'était pas question d'abandonner ce qui restait de l'empire colonial, fût-ce des "confetti". Et la seule chose que cela prouve, c'est finalement le poids politique de l'extrême-droite sur la droite, car force est de constater que sans être au gouvernement, elle pèse déjà sur les décisions gouvernementales.

C'est d'ailleurs pourquoi, malgré le désir de Chirac d'encaisser les bénéfices électoraux de l'opération, rien ne prouve qu'il n'aura pas amené de toute façon de l'eau au moulin — électoral ou pas — de l'extrême-droite, en accréditant son efficacité.

Louis GUILBERT

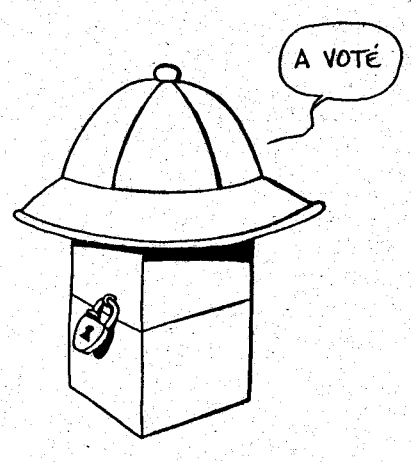
Des résultats sans surprise

Au soir du dimanche 13 septembre, Bernard Pons, comme Chirac ont présenté le taux de participation de 59% au référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie, boycotté par les organisations indépendantistes, comme un résultat "inespéré". A d'autres !

Il n'y a rien eu d'inespéré ni d'inattendu. Les 60000 Kanaks de Nouvelle-Calédonie sont aujourd'hui minoritaires dans leur île colonisée depuis un siècle par les Français. La région de Nouméa, la ville des Blancs, est devenue un petit paradis pour les spéculateurs immobiliers, venus de France et d'ailleurs, et, avec ses villas, ses piscines, et ses grands hôtels, elle sert de villégiature ou de retraite dorée à pas mal de nantis. Et c'est ainsi pour Nouméa et ses environs, comprenant plus d'habitants à eux seuls que le reste de l'île. Tous ceux qui sont venus dans l'île s'enrichir et chercher le soleil sont désormais plus nombreux que le petit peuple kanak lui-même.

Et c'est bien parce que les résutats d'un référendum pour savoir si l'île devait rester française ou non, étaient trop prévisibles, que le gouvernement français n'a pas hésité à organiser ce référendum... Et c'est pour la même raison que les indépendantistes ont décidé le boycott !

Alors, on a dit que le taux de participation aurait été supérieur à ce qu'on espérait. Dimanche soir, lundi matin, les politiciens de droite se sont empressés de dire que le boycott du FLNKS avait échoué auprès de la population kanake. Mais au vu des résultats ville par ville, il s'est révélé que c'était faux : la population kanake, partout où elle était majoritaire, avait en fait suivi très largement les consignes des indépendantistes. En réalité,



Jacques Lafleur lui-même, le chef du RPCR (le RPR local), confiait, deux jours avant le scrutin, que selon ses propres estimations, bureau de vote par bureau de vote, il prévoyait un taux de participation entre 58 et 60%. Il y a eu si peu de surprise, qu'il y a quatre mois, comme le rappelle *Libération* du samedi 12 septembre, le RPCR estimait qu'il ne pourrait se targuer d'une victoire significative contre les consignes de boycott du FLNKS, qu'à la condition que le taux de participation soit supérieur à 60%.

Ce référendum aura donc bien été une simple mascarade, où le gouvernement français aura simplement permis à tous les privilégiés de l'île de voter pro-français, c'est-à-dire de voter pour eux-mêmes, pour le maintien de leurs privilèges et pour que le contribuable de métropole continue à leur verser de larges subventions. Un point c'est tout. Il n'y a rien d'autre à tirer du résultat de ce référendum sinon que Chirac et la droite française avaient besoin d'une petite victoire électorale d'outre-mer... pour le communiqué !

Encore un budget en faveur des riches

Le projet de budget pour 1988 que vient d'adopter le gouvernement sera discuté au cours des prochaines semaines par le Parlement, qui en modifiera peut-être quelques aspects, mais certainement pas les grandes lignes.

Comme tous les budgets de l'Etat, il repose sur cette injustice fondamentale qui fait supporter aux masses travailleuses, surtout par le biais des impôts indirects, l'essentiel des frais de l'Etat, lequel, une fois déduites les dépenses indispensables à certains services (éducation, santé, etc.), utilise le reste pour le plus grand profit de la bourgeoisie... et des politiciens au pouvoir.

Dans le projet actuel, on remarque 1084 milliards de dépenses, pour 969 milliards de rentrées, soit 115 milliards de déficit. Ce déficit sera financé par des emprunts coûteux (mais profitables pour les bourgeois prêteurs) ou par la création monétaire génératrice d'inflation ou par les deux. Dans un cas comme dans l'autre ce sera au détriment des travailleurs. Le gouvernement de droite qui avait annoncé "moins d'Etat", et l'élimination des "canards boîteux" est lui-même un canard boîteux qui dépense environ 12% de plus qu'il ne gagne...

Parmi les dépenses, on note une diminution des subventions à l'industrie. C'est que les énormes vagues des suppressions d'emplois ont rendu bien des industries, hier déficitaires, aujourd'hui bénéficiaires. Mais un poste budgétaire en cache souvent un autre. Ces subvention auront lieu quand même. Au moyen du budget militaire, notamment, lequel est justement en progression. Et dans ce budget militaire, la partie consacrée aux équipements — donc aux commandes en faveur des industriels — a été adoptée en avril dernier sous la forme d'une "loi de programmation militaire" engageant des dépenses pour *trois ans* (seul le PCF a voté contre).

Il faudrait ajouter à cela de nombreuses subventions déguisées. Et en particulier au moyen des privatisations dont l'Etat attend une cinquantaine de milliards en 1988. Elles offrent ce double avantage de rapporter de l'argent à l'Etat tout en étant une fructueuse affaire pour le capital privé à qui l'Etat cède, à bas prix, de vastes parts de son domaine, parfois préalablement rentabilisées au moyen de licenciements massifs.

Un autre poste en sensible augmentation, c'est celui du ministère de la Justice, à cause des crédits qui seront consacrés à l'administration pénitentiaire : plus de trois mille places de prison seront ouvertes l'an prochain. On ne sait si cela va améliorer le sort des détenus déjà incarcérés, ou si de nouveaux détenus occuperont ces nouvelles places. En tout cas, en France, les crédits pour l'armée et pour les prisons progressent, c'est sans doute ce qu'on qualifie parfois de "phénomène de civilisation"...

Enfin, à l'occasion du prochain budget, le gouvernement annonce près de 32 milliards de réductions d'impôts. Environ 15 milliards en faveur des entreprises, environ 7 milliards de baisse de TVA (auto, moto, disques) et un peu plus de 10 milliards pour les contribuables. Seulement, et une grande partie de la presse s'en est fait l'écho, la baisse des impôts directs ne compense pas, pour la plupart des gens, les diverses hausses des cotisations sociales qui ont eu lieu depuis plusieurs mois. Ou plus exactement, on constate que pour les bas revenus — tous ceux qui gagnent moins de 25 000 F par mois dans le cas d'un couple marié sans enfants par exemple — la perte est plus importante que le gain. En revanche au-dessus de ce seuil, pour les hauts cadres en particulier, cette fois le gain sera plus important ! Autrement dit, quand on fait le bilan "réduction d'impôts mais cotisations sociales en hausse", les bas salaires seront lésés, tandis que les mieux payés seront gagnants. C'est un transfert d'argent des plus mal lotis en faveur des plus riches : cadres, petits et gros bourgeois. Il s'agit sans doute là d'une mesure électorale pour essayer de s'attirer les bonnes grâces de la petite bourgeoisie, celle qui hésite parfois entre le vote à gauche et le vote à droite, et dont les bulletins peuvent provoquer des changements de majorités électorales.

Comme toujours, ce qui s'appelle le "budget de l'Etat" n'est en réalité que le budget de la bourgeoisie et des politiciens qui la servent.

André VICTOR

BEREGOVOY ET BALLADUR AU COLLOQUE DU "FIGARO"

"Laissez venir à moi les petits porteurs"

On était entre "gens de bonne compagnie" au forum-débat organisé le 15 septembre par *le Figaro,* dans les salons chics de l'hôtel Méridien à Paris, où, devant un parterre de patrons et de futurs patrons, Balladur et Bérégovoy ont devisé sur les privatisations.

A cette occasion, l'ancien ministre des Finances "socialiste" n'a pas discuté du fond. Le "capitalisme populaire", la "participation" des salariés au Capital, il trouve cela plutôt bien. C'est d'ailleurs, il l'a dit, grâce à la bonne gestion des nationalisées entre 1981 et 1986, que les privatisations ont "connu le succès". Redevenues rentables, fût-ce à l'aide de quelques programmes de "dégraissage des effectifs", certaines nationalisées sont redevenues, du même coup, attirantes pour les petits et les grands bourgeois à la recherche de profits.

Bérégovoy a tout de même regretté deux choses : d'abord que seules deux privatisations se soient accompagnées d'opérations d'accroissement des fonds propres des entreprises (c'est-à-dire d'un cadeau de l'Etat abandonnant aux nouveaux propriétaires une partie du produit de la vente pour leur donner un "coup de pouce", comme cela s'est passé pour la CGE). Si l'on comprend bien, il aurait fait mieux encore en la matière. Ce qui, bien sûr, n'aurait pas entraîné la création du moindre emploi supplémentaire mais aurait fait plaisir...

Mais Bérégovoy a surtout reproché à Balladur la manière dont il a constitué les fameux "noyaux durs" de repreneurs des privatisées, parlant à ce propos de *"quadrillage de l'économie par une formation politique"* — ce qu'ils sont sectaires quand même, au RPR ! Et Bérégovoy d'évoquer pour finir le triste sort des "petits actionnaires", pas assez bien représentés selon lui aux conseils d'administration. *"Le capitalisme familial avait au moins une légitimité"* a déclaré notre "socialiste" pour qui les actionnaires constituent visiblement un "créneau porteur"... de bulletins de vote (il n'y a pas de raisons, n'est-ce pas, de les laisser au seul Balladur !).

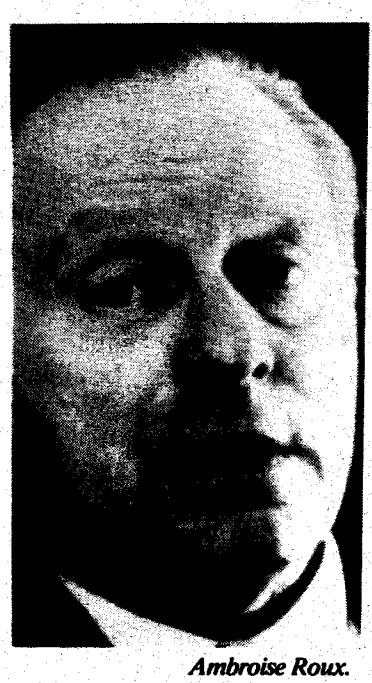
Au total, en tout cas, le discours de Bérégovoy aurait été, selon *Libération, "chaleureusement applaudi"* par l'assistance. On a les succès que l'on mérite !

F.F.

Le véritable gouvernement : un petit comité de gros capitalistes

La presse économique désigne Ambroise Roux comme l'homme qui aurait organisé les privatisations, et choisi les groupes capitalistes bénéficiaires dans l'ombre de Balladur, le ministre en titre, qui, lui, n'aurait fait qu'annoncer les décisions prises par l'autre.

Ambroise Roux était, avant l'élection de mars 1981, le président de la Compagnie Générale d'Electricité et le PDG le mieux payé de France et de Navarre avec environ trente millions de centimes par mois. Dès l'arrivée de la gauche au gouvernement, il avait démissionné de sa présidence. Pas pour prendre sa retraite.



Ambroise Roux.

Outre la présidence de diverses sociétés, Ambroise Roux assurait alors la mise sur pied d'une organisation de gros patrons. Il explique son rôle de la façon suivante, dans une interview que vient de publier *L'Expansion* : *"Il est vrai que j'occupe une position un peu particulière par le biais de l'AFEP (Association française des entreprises privées) que j'ai créée et qui rassemble toute la fine fleur de l'establishment français"*.

Ayant ainsi défini avec modestie son club de supercapitalistes, Roux ajoute que la liste des adhérents est secrète : *"Nous ne donnons la liste à personne. Disons qu'on y retrouve tous les grands patrons français privés, sauf ceux qui n'ont pas le droit d'y être. Personne ne peut faire acte de candidature pour entrer chez nous (...) je choisis les postulants éventuels et je conduis une investigation. Sur l'homme, je m'en occupe moi-même; sur sa société, mes collaborateurs constituent un dossier"*.

Et à la question : "Cela sert à quoi?", Roux répond : *"Seigneur! Vous l'imaginez très bien. C'est plus utile que jamais. Les dirigeants du pays savent parfaitement que nous reflétons mieux que tout autre instance la volonté réelle des grands patrons"*.

Voilà comment les capitalistes défendent leurs intérêts. En sélectionnant en petit comité ceux de leurs pairs qui leur paraissent sûrs, fiables et capables de défendre au mieux les intérêts de gros industriels et de gros financiers.

Combien sont-ils aujourd'hui en France ces super-capitalistes qui tirent les ficelles au nom de leur classe? *L'Expansion* avance le chiffre d'une soixantaine.

Ce sont eux qui font campagne pour obtenir telle mesure, qui font pression pour se faire attribuer telle subvention et qui se concertent pour savoir qui recevra quoi. En commençant bien sûr par servir ceux qui sont là, ça va de soi.

Et ce n'est bien sûr pas un hasard si Balladur, qui fut lui-même PDG d'une des filiales de la CGE, a choisi la même CGE et la Société Générale pour constituer le nouveau premier ensemble financier et industriel français, avant même Paribas et Suez les deux anciens premiers.

La démocratie, la comédie parlementaire où les députés font semblant de discuter les lois, c'est pour amuser le peuple. Même les gouvernements ne détiennent pas le vrai pouvoir. Les ministres et les présidents disent : *"J'ai décidé"*. S'ils font ce que l'establishment, comme dit Roux, a lui-même choisi, tout va bien et c'est le plus souvent le cas; sinon gare! Car si les gouvernements font les lois, ce sont les capitalistes qui font la loi.

A quelques dizaines, en cercle fermé. Et cela, tant que la classe ouvrière n'apparaît pas suffisamment inquiétante, menaçante pour troubler leur jeu.

Pierre VERNANT

QUAND LES PATRONS LE DISENT EUX-MÊMES

Imposer l'augmentation des salaires, c'est possible

Depuis le début de septembre, les journalistes se préoccupent beaucoup de l'opinion des patrons. Il y a quinze jours, *Le Monde* avait fait un sondage sur leur attitude face à l'élection présidentielle, d'où il ressortait qu'une majorité d'entre eux verrait arriver au pouvoir *"la gauche sans peur et la droite sans reproche"*. La semaine dernière, c'était au tour de François Périgot, président du CNPF et "patron des patrons", d'être interviewé dans *Le Monde* du 11 septembre. Il déclarait que tout va bien : *"La situation générale s'améliore"*. La situation des entreprises évidemment... puisqu'elles font des profits.

Au passage, il demandait, bien sûr, au gouvernement des aides à l'investissement. Quand le journaliste voulut savoir s'il demandait la suppression du SMIC dans les négociations avec les syndicats, François Périgot répondit : *"Commençons déjà par le considérer comme un revenu annuel et non comme un revenu mensuel."*. Cette réponse hypocrite veut faire croire que le SMIC annuel ne serait pas la suppression pure et simple de tout salaire garanti. De plus, aujourd'hui, quel patron embauche pour un an ? Dans les faits, le SMIC n'existe d'ailleurs plus pour bien des catégories de travailleurs. Tucistes, stagiaires de toutes catégories, travailleurs sous contrats divers doivent accepter des salaires qui lui sont largement inférieurs. Périgot voudrait donc faire institutionaliser ce qui se pratique déjà, pour avoir les mains encore plus libres et aller dans les faits encore plus loin.

Reste la question traditionnelle sur la crainte de *"grands mouvements sociaux de mécontement des salariés à l'automne"*. Périgot déclare : *"Je ne pense pas que le problème des salaires suscitera de vastes mouvements (...). Le problème-clé en matière salariale est aujourd'hui davantage de savoir ce qu'une entreprise peut faire et comment les salariés peuvent participer aux résultats en fonction de leurs performances individuelles"*. Périgot se veut rassurant mais reste prudent et laisse donc entendre que les entreprises sont en situation de céder au coup par coup aux revendications de salaires. Car, malgré ce que dit Périgot, le patronat s'attend à des coups de colère de "la base".

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois depuis la rentrée qu'on entend le milieu patronal exprimer cette crainte.

Gestion sociale, une publication s'adressant aux patrons, a publié, début septembre, une enquête sur le climat social dans 390 entreprises regroupant 180 000 salariés, faisant conclure, selon les propres termes de la revue, que *"la base (...), calme en apparence", serait "hypersensible à la feuille de paye"*.

Les patrons, en cas de mouvement, pourraient *"prendre leurs responsabilités"*, selon l'avis du patron des patrons; ils ont fait, estime-t-il lui-même, suffisamment de profits pour cela. Ils savent que du côté du gouvernement, ils obtiendront toutes les mesures qu'ils désirent : une aide spécifique à l'investissement, des cadeaux fiscaux, etc. Périgot leur recommande donc la prudence en matière salariale et leur donne le conseil de lâcher de la vapeur ici ou là, afin d'éviter un mouvement généralisé des travailleurs. Et s'il le dit, c'est parce qu'ils le peuvent.

Un autre patron le reconnaît d'ailleurs de manière plus crue que Périgot. Il s'agit de Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, qui, dans un entretien accordé à *La Croix* et rapporté par *Le Monde* du 12 septembre, déclare que la politique salariale des entreprises doit être *"souple et diversifiée"* et que *"si leur situation le permet, les entreprises peuvent maintenir le pouvoir d'achat et même faire plus. Il n'y a pas de raison qu'il n'y ait pas quelque argent distribué par les entreprises qui ont des résultats satisfaisants"*.

Ces patrons sont bien d'accord sur l'énormité des bénéfices faits, qui pourraient permettre plus que de maintenir le pouvoir d'achat, et sur la possibilité que ça explose à "la base". Ce n'est pas nous qui le disons. Ce sont les patrons. Alors, il faut que les travailleurs sachent qu'ils sont craints, et qu'il y a de l'argent dans les caisses du patronat.

Au moindre mouvement offensif un peu généralisé, les patrons préféreraient céder un peu que perdre beaucoup.

Oui, les travailleurs peuvent faire céder les patrons, c'est les patrons eux-mêmes qui le disent.

Liliane LEFEBVRE

Le ministre des Finances satisfait de l'inflation

Balladur est content, il trouve le chiffre provisoire de 0,2% d'augmentation pour août de l'indice des prix INSEE "convenable". Cela fait 2,6% depuis le début de l'année, 3,5% de plus en un an, et si cela continuait au même rythme d'ici à fin 1987, cela ferait 3,9% pour l'année.

Le gouvernement avait annoncé 2,3% en 1987, ...mais qu'à cela ne tienne, ce n'est pas une raison pour ne pas afficher un optimisme de façade. Les travailleurs avec leurs salaires bloqués perdront encore pour l'année de 3,5% à 4% qui viendront s'ajouter à toutes les pertes antérieures, mais rien là que de très "convenable" et de très rassurant pour Balladur et les patrons.

A petites doses, -0,2% par-ci, -0,4% par-là, on essaye d'habituer les travailleurs à gagner moins en leur disant : "tout va bien". Plus les travailleurs attendront pour réagir, et moins ils auront la force de le faire. Depuis le blocage des salaires, par le biais de l'inflation et de l'augmentation des cotisations sociales, c'est de 1000 à 1500 F qu'il y a en moins par mois sur la feuille de paye. Et c'est une augmentation de cette somme qu'il faut pour que cela soit "convenable".

Quartier de la Place d'Italie à Paris.

Méhaignerie content de ses chiffres sur mesure

Satisfait de l'application de son plan logement, Méhaignerie l'est. Ses services ont en tout cas trouvé des chiffres "rassurants" à publier.

D'une part ils ont étudié l'évolution des prix des logements proposés à la location dans les colonnes du *Figaro :* l'augmentation des prix en 1987 serait inférieure à celle de 1986, 6,57% au lieu de 11,86%.

6% environ, c'est un pourcentage d'augmentation 4 fois plus important que celui des salaires. Mais pour Méhaignerie, ce qui importe n'est pas le pouvoir d'achat des salariés mais les revenus des petits propriétaires. Reste que ses statistiques, tout orientées qu'elles soient, montrent combien le logement est cher à Paris. Le loyer mensuel moyen d'un simple studio proposé par *le Figaro* atteindrait 2766 F, 60% du salaire d'un smicard. Et le niveau élevé des loyers n'apparaît pas dans les annonces du seul *Figaro,* où, il faut bien le dire, peu de smicards sans doute cherchent un logement. Ce sont tous les centres de Paris et des très grandes villes qui continuent de devenir inaccessibles aux familles à revenus faibles ou modestes. Si l'on en croit la revue *Que Choisir?,* il n'y a désormais plus d'offres à moins de 2150 F pour un deux-pièces dans Paris, au lieu de 1900 F, en avril 1987, ce qui correspond à une haussse de 13%.

Par ailleurs, l'application de la loi Méhaignerie en ce qui concerne le renouvellement des baux a entraîné des hausses importantes, voire faramineuses au point que des organismes de conciliation ont été mis en place pour régler les conflits entre locataires et propriétaires trop avides. Les services de Méhaignerie préfèrent nier les évidences : ils mettent en avant sur ce sujet les résultats d'un sondage national effectué non seulement auprès de propriétaires et de locataires concernés mais aussi auprès de propriétaires et de locataires non concernés. Et Méhaignerie se réjouit de ce que le vent est à la négociation puisque 59% des locataires et 64% des propriétaires se disent disposés à discuter, pendant que 46% des propriétaires seraient prêts à ne pas dépasser une augmentation de 15%.

De là à prétendre que tout va bien ou presque, il n'y a qu'un pas que Méhaignerie franchit en constatant que les hausses de loyers ont entraîné un élargissement des offres de location ainsi qu'une certaine relance de la construction encouragée par ailleurs par des abattements fiscaux.

Les petits cadeaux aux propriétaires qui voient, eux, leurs revenus grimper non seulement plus vite que les salaires mais même plus vite que l'inflation sont sans doute destinés à créer ou entretenir leur amitié électorale avec Méhaignerie. Mais ils sont lourds de conséquence pour les familles modestes qui habitaient encore dans les centres des grandes villes, comme ils sont lourds de conséquence pour toutes les classes à revenus modestes. En effet, de proche en proche ces hausses tantôt spectaculaires, tantôt plus limitées mais toujours élevées vont entraîner un renchérissement global du logement à un moment où le pouvoir d'achat des salariés accuse une baisse remarquée par les statistiques les plus officielles.

URSS

Trotsky n'a pas besoin d'être "réhabilité"

Gorbatchev a-t-il l'intention de réhabiliter Trotsky, comme le bruit en court depuis que certains périodiques soviétiques se sont mis à parler de lui sans l'insulter? Rien n'est encore sûr, et certains officiels soviétiques l'ont même démenti, tel ce M. Afanassiev, rédacteur en chef de la *Pravda,* qui l'a encore qualifié mardi 15 septembre de *"personnalité assez odieuse"*.

Mais une chose est sûre : Trotsky, qui a été avec Lénine le principal dirigeant de la révolution des ouvriers russes de 1917, n'a certainement pas besoin d'être reconnu par les dirigeants actuels de cette bureaucratie qu'il a combattue toute sa vie durant.

Et si Gorbatchev a l'intention de réhabiliter Trotsky — ou d'autres dirigeants de la révolution russe, victimes de Staline —, ce sera exactement dans le même esprit que la bourgeoisie française, qui a emprisonné le révolutionnaire Blanqui pendant la moitié de sa vie et a donné son nom à un boulevard parisien quelques décennies plus tard.

Après tout, Staline a bien organisé le culte de Lénine, alors même qu'il trahissait toutes ses idées, et avant de faire assassiner la quasi-totalité des dirigeants de la révolution d'octobre; Gorbatchev peut reconnaître que Léon Trotsky a existé. Alors, peut-être le fera-t-il. Ce qui ne signifie pas d'ailleurs qu'il réédite toutes ses œuvres, et que les jeunes Soviétiques puissent ainsi juger de tous les mensonges qu'on leur sert ou qu'on leur a servis.

Le combat de Léon Trotsky contre la bureaucratie est un combat qui reste encore à mener. Le communisme, ce n'est pas l'oppression de la classe ouvrière, ce n'est pas l'absence de liberté. Au contraire, et c'est bien un des nombreux méfaits du stalinisme, y compris dans sa variante gorbatchevienne, que d'identifier le régime soviétique actuel avec le communisme.

Le communisme, c'est la fin de toute exploitation, de toute oppression. C'est au nom de ces idées que Trotsky et Lénine ont combattu le capitalisme, le pouvoir de la bourgeoisie, et c'est encore au nom de ces idées que Léon Trotsky avait continué exactement le même combat contre cette bureaucratie qui a pris en quelque sorte le relais de la bourgeoisie pour rétablir un régime d'oppression et d'exploitation.

Alors, ce serait une illusion de la part des jeunes et des travailleurs d'URSS que de croire que Gorbatchev leur apportera la liberté. Mais ils ont certainement moins d'illusions à ce sujet que celles que l'on propage ici sur le libéralisme à la sauce de Gorbatchev.

A.L.

Trotsky, Lénine et Kamenev pendant la guerre civile.

A Tchékhov, les bus étaient à l'arrêt...

Citant un hebdomadaire soviétique, *Les Nouvelles de Moscou,* la presse française a fait état d'une grève ayant récemment paralysé les transports en commun d'une ville proche de Moscou, Tchekhov.

"Ce matin-là, dans les rues de la ville de Tchekhov, les habitants n'ont pas vu un seul autobus", rapporte *Les Nouvelles de Moscou*. Un mouvement d'une ampleur certaine, donc, à l'origine duquel serait, selon ce journal, le mécontentement des conducteurs : leur paye avait notablement baissé du fait de la mise en place d'une nouvelle grille de salaire. Mais ce n'est apparemment pas là le seul motif de mécontentement : cité par le journal. un chef d'équipe affirmait que *"la question des salaires a été l'allumette qui a mis le feu aux poudres"*, tandis qu'un conducteur expliquait que la commission mise sur pieds par les autorités — car celles-ci ont apparemment rapidement fait machine arrière — aurait aussi *"à résoudre les problèmes brûlants sur les temps de repos et l'attribution de logements"*.

C'est la première fois, depuis que la bureaucratie se trouve aux commandes, qu'une revue publiée en URSS décrit officiellement un mouvement de grève... même si c'est dans un journal pratiquement réservé aux étrangers et si ce journal évite soigneusement d'appeler un chat un chat et écrit *"incident"* pour ne pas employer le mot de grève. C'est dire si la *"glasnost"* (le libre accès à l'information) tant vantée par Gorbatchev reste essentiellement un produit... d'exportation, destiné à la presse occidentale!

Mais, cela montre surtout, au travers d'un exemple limité et local, à qui Gorbatchev et la bureaucratie voudraient présenter

YOUGOSLAVIE

Les combines de là-bas et le big business d'ici

En Yougoslavie, trois semaines après la révélation publique d'un scandale financier, le principal intéressé a fini par démissionner le 12 septembre.

Celui-ci, Handija Pozderac, n'était autre que le futur président du pays. En effet, depuis la mort de Tito, il y a sept ans, les huit membres de la direction collégiale de la Yougoslavie prennent à tour de rôle la fonction honorifique de président.

On soupçonne ce haut dignitaire du régime d'avoir profité d'opérations de traites sans provisions (l'équivalent pour les entreprises des chèques sans provisions) pour un montant de 5 milliards de nouveaux francs.

C'est en fait tout un complexe industriel agro-alimentaire, l'Agrokomerc, employant 13 000 personnes, qui fonctionnait depuis des années de façon frauduleuse.

L'ensemble des dirigeants du pays, y compris le démissionnaire lui-même, multiplient les protestations d'innocence et les explications contradictoires. Ils affirment en chœur n'être au courant de rien. Sont-ils crédibles ? C'est une autre affaire.

Ce pillage massif de biens publics apparaît d'autant plus scandaleux que la Yougoslavie est un pays pauvre quasiment sous-développé. La dette extérieure avoisine les 20 milliards de dollars, l'inflation est de 116% par an et le nombre de chômeurs est de 1 200 000, cela pour une population de 23 millions d'habitants.

Il y a de quoi être révolté par le cynisme des dirigeants yougoslaves, qui demandent toujours plus de sacrifices aux travailleurs tout en se remplissant les poches au maximum, sur le dos de ces mêmes travailleurs. D'autant plus que tout cela est fait au nom du socialisme.

En plus, ce sont directement les employés de l'Agrokomerc qui vont payer la note, puisque dès le mois prochain, la plupart d'entre eux ne toucheront plus que le salaire dit du "minimum garanti", qui, d'après *Le Monde,* est notoirement insuffisant pour vivre.

La Yougoslavie n'est pas une exception. Dans l'ensemble du Tiers Monde, les pratiques qui consistent pour les gouvernants à piller frauduleusement l'Etat, c'est-à-dire la collectivité, sont au contraire la norme.

Bien sûr, ceci est propre aux pays pauvres, et dans un pays industrialisé comme la France, par exemple, la réalité est bien différente... Mais pas dans le sens que l'on pourrait croire !

C'est que depuis deux cents ans qu'ils sont au pouvoir, les bourgeois occidentaux ont eu le temps d'apprendre à se servir de l'Etat comme d'un moyen pour arrondir leur fortune personnelle. Dans un pays riche, quand on est un capitaliste, on n'a vraiment que l'embarras du choix pour accaparer, détourner l'argent de la collectivité. Seulement là, c'est en toute légalité. Et en plus de cela, avec les honneurs pour les plus habiles !

Qu'on pense un peu à ce qu'ont rapporté aux capitalistes français les nationalisations de 1981, indemnisées à prix d'or aux frais du contribuable, puis les privatisations, soldées bien sûr. Il est bien difficile de dire si les pires crapules sont ceux qui profitent ainsi des aubaines ou ceux qui rédigent les lois ! D'autant que quand ce ne sont pas les mêmes, c'est souvent la famille. Un peu comme dans la Mafia, en quelque sorte. Et ici aussi, on demande aux travailleurs de se serrer la ceinture.

On peut aussi parler des emprunts d'Etat, ces rentes parfaitement légales qui permettent aux bourgeois de retirer grassement des intérêts usuraires que cet Etat leur consent. On connaît le célèbre emprunt Giscard. Mais il y en a beaucoup d'autres.

Quand on a des relations, ou quand on a de la famille bien placée, on peut décrocher des commandes d'Etat, pour l'armement par exemple, mais pas seulement. Il y a également les commandes des entreprises publiques, comme la SNCF, EDF ou les PTT, qui sont un moyen éprouvé de transférer des sommes colossales des caisses publiques vers les coffres-forts privés. Bouygues en sait quelque chose, lui qui peut aujourd'hui se payer, entre autres, une chaîne de télévision ; c'est comme cela qu'il a bâti sa fortune.

Et tout cela, qui relève purement et simplement du vol organisé à grande, très grande échelle,'est non seulement tout à fait légal, mais en plus glorifié, encensé. Plus le voleur gagne gros, moins il est scrupuleux, plus on doit l'admirer, comme quelqu'un qui a réussi dans la vie, qui est un exemple pour les autres. L'envergure des profiteurs des pays pauvres comparée à celle des profiteurs des pays riches, c'est vraiment l'envergure de la pie comparée à celle du vautour. Et les chefs d'entreprises de là-bas sont bien loin derrière les nôtres quant au cynisme et à l'hypocrisie !

Et tant qu'à se servir, tant qu'à faire les lois dans son intérêt, autant aller jusqu'au bout. Il serait bien dommage d'avoir à restituer en impôts une part trop grande du butin. Alors, les députés, les ministres, bref, la famille et les amis, multiplient en toute "démocratie" les dégrèvements fiscaux, qui permettent, en parfaite impunité, à de grands bourgeois comme Chaban-Delmas en son temps ou le calédonien RPCR Lafleur, première fortune de son île aujourd'hui, de ne pas payer un sou d'impôt sur le revenu.

Accessoirement, on peut prêter des capitaux à taux usuraire à des

Grève contre

Depuis la rentrée de septembre, la Yougoslavie connaît à nouveau des grèves.

Au printemps dernier, une vague de grèves avait répondu à la décision du gouvernement de diminuer les salaires avec effet rétroactif, obligeant le gouvernement à rapporter la mesure.

Aujourd'hui, pour faire face à l'inflation galopante, les travailleurs de plusieurs usines sont en grève pour réclamer d'importantes augmentations de salaires : *Le Figaro* du 15 septembre cite le cas de 3 200 ouvriers d'une fonderie de Belgrade et des 5 000 ouvriers

de travail

la note de la *"perestroïka"*, de la réorganisation de l'économie : aux travailleurs. Et force est de constater que, rideau de fer ou pas, la situation des travailleurs de là-bas et celle de ceux d'ici ont bien des points en commun. Et à voir comment ont réagi les conducteurs de Tchekhov, on se dit que les travailleurs soviétiques ne sont sans doute pas prêts à accepter sans réaction de faire les frais de la politique — nouvelle ou pas — de la bureaucratie, et que celle-ci risque d'avoir du fil à retordre avec d'autres "incidents" du type de celui de Tchekhov.

pays pauvres... Comme la Yougoslavie, par exemple ! Histoire de piller aussi un peu ailleurs que chez soi.

Alors, les amateurs, même éclairés, ne doivent pas éclipser les vrais professionnels : les Pozderac ne sont que des voleurs de sacs à main, comparés aux chefs de gang que sont les bourgeois occidentaux.

Le vrai, le seul scandale, fondamental, est que, là-bas comme ici, ce sont les travailleurs qui sont toujours les plus écartés des richesses qu'ils produisent.

Jean RAYNARD

les bas salaires

d'une usine de fabrication de moteurs. A Sarajevo, les 1 700 ouvriers des chaînes de montage Volkswagen ont obtenu satisfaction après plus de 48 heures de grève totale.

Alors que l'inflation annuelle est de 120 %, que le chômage touche 17 % de la population active, les travailleurs ont sous les yeux les scandales qui éclatent les uns après les autres.

Pendant que les affairistes se sucraient, les travailleurs devaient se serrer la ceinture... Ils ne le veulent plus, et ils ont bien raison.

INTERNATIONAL

BRÉSIL

Les Escadrons de la mort de Rio

Le journal *Le Matin* du 14/9 rapporte que *"52 personnes (ont été) assassinées en moins de quatre jours par les Escadrons de la mort. Composée de mercenaires et de policiers, cette organisation au service des commerçants de la ville de Rio de Janeiro se donne pour objectif d'éliminer la délinquance de la ville"*.

Ces meurtres et cette constitution de bandes armées est peut-être un fait isolé dans les grandes villes brésiliennes. Néanmoins il est symptomatique des réflexes de la bourgeoisie.

On se rappelle, il y environ un an, les massacres de paysans dans les campagnes brésiliennes, les gros propriétaires envoyaient leurs bandes armées contre les paysans qui, réduits à la plus extrême famine, envahissaient leurs terres et espéraient ainsi appliquer eux-mêmes la réforme agraire promise par le gouvernement. C'est peut-être le même processus qui commence dans les grandes villes.

Dans ces villes, la crise rend la situation de plus en plus invivable pour toute une partie de la population. La délinquance? Dans ces énormes agglomérations où continuent de s'entasser chaque jour des milliers de paysans chassés de leurs terres, d'enfants abandonnés par des parents trop pauvres pour les nourrir, les pauvres en viennent effectivement de plus en plus à ne trouver le strict nécessaire que chez les riches qui ont tout accaparé. (Il y a un an, un reportage aux informations télévisées nous montrait ces mères expliquant qu'elles avaient été obligées de piller collectivement des grandes surfaces pour nourrir leurs enfants).

Les bourgeois et la petite bourgeoisie, les commerçants, eux, continuent à faire de l'argent. Et à Rio de Janeiro, ils se payent le service de mercenaires.

Ce phénomène est peut-être circonscrit à Rio, mais il montre le réflexe de cette bourgeoisie cossue dans cette situation de crise et d'appauvrissement : elle s'empresse de s'armer. Elle engage des bandes de mercenaires pour la défendre contre ceux qu'elle a réduits à la famine. Pour cela, elle ne s'en remet pas au gouvernement, à la "démocratie" qui a été mise en place depuis deux ans, par en haut. Ce gouvernement, qui se dit démocratique, se contente de disculper les bailleurs de fonds des Escadrons de la mort : d'après l'Agence France-Presse, *"les autorités nient l'existence de pareilles milices et attribuent les meurtres à une guerre entre gangsters à propos d'une rivalité sur leur zone d'influence pour le trafic de drogue"*.

Evidemment, c'est parmi les gangsters, le milieu... et la police que sont recrutés les Escadrons de la mort. Toutes les bandes fascisantes ont toujours trouvé dans ce milieu une base privilégiée de recrutement, y compris celles qui avaient préparé l'avènement de la dictature pesant sur le Brésil avant le régime de Sarney. Mais ce sont les bourgeois "honorables", ayant pignon sur rue, qui les paient.

Alors, la classe ouvrière, et avec elle l'ensemble de la population pauvre, auraient bien tort de nourrir des espoirs dans le régime parlementaire brésilien, prétendument démocratique.

Face à la bourgeoisie qui s'arme, le seul rempart contre la dictature, ce sera pour la classe ouvrière, forte de sa concentration dans les usines et les villes-champignon , de s'armer elle aussi.

Yves CAREL

TUNISIE

La dictature s'en prend à tout ce qui bouge

A Tunis, au cours du procès engagé contre 90 membres du Mouvement de la Tendance Islamique (MTI) — 40 étant jugés par contumace —, le procureur de la République a requis la peine de mort contre tous les accusés, à qui le pouvoir tunisien reproche d'avoir attenté à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat...

D'après la presse française, les "preuves" avancées par le pouvoir tunisien sont minces... Mais, même si les dirigeants du MTI se réclament eux-mêmes d'une idéologie réactionnaire, le principal reproche que leur fait le régime de Bourguiba est celui que toutes les dictatures font à leurs opposants : d'être des opposants, précisément...

Car, dans la République tunisienne, que certains ici n'hésitent pas à présenter comme démocratique, n'importe qui n'a pas le droit d'être un opposant : il faut que Bourguiba le veuille bien... En 1981, les principaux dirigeants du MTI avaient été condamnés pour *"appartenance à une organisation non reconnue"* et n'avaient été "graciés" qu'après trois ans. Quant à la législation tunisienne, il faut savoir qu'est passible de la peine de mort le fait de vouloir *"changer la forme du gouvernement"*... Ce qui est un but que peut tout de même s'assigner un parti d'opposition ! Avec une législation pareille, en France, quiconque proposerait la réduction du mandat présidentiel, par exemple, serait passible de la peine de mort !

Le régime tunisien est une dictature, et une dictature qui peut être féroce quand elle le veut. Aujourd'hui, Bourguiba s'en prend aux intégristes musulmans, hier, c'était aux syndicalistes jugés trop indépendants des sommets du parti au pouvoir. Dans tous les cas, cette répression traduit la crainte que la dictature a de la population : en Tunisie, la population est mécontente, et, à défaut de s'en prendre aux causes, c'est-à-dire la pauvreté du plus grand nombre, Bourguiba préfère taper sur tous ceux qui pourraient cristalliser ce mécontentement.

J.J.F.

USA

Pour la défense de leurs salaires, les ouvriers américains ne peuvent compter sur leurs syndicats

Dans *Le Monde* de mardi 15 septembre, on peut lire que, aux Etats-Unis, *"la garantie de l'emploi est maintenant la préoccupation prioritaire du syndicat de l'automobile (UAW-United Automobile Workers)"... "La formule du syndicat tranche avec le passé dans la mesure où l'UAW s'efforçait essentiellement de maintenir les revenus de ses adhérents licenciés en obtenant en leur faveur des indemnités supplémentaires. Mais l'UAW a pris conscience que compte tenu de l'accroissement des importations et de l'installation d'usines d'assemblage japonaises aux Etats-Unis, les trois grands de l'automobile ne sont pas en mesure d'assurer des augmentations de salaires ou des indemnités aux ouvriers de l'automobile..."*

Que le syndicat se préoccupe de la garantie de l'emploi, il semblerait qu'il en soit plus que temps puisque selon toujours le même numéro du *Monde*, chez Ford, les effectifs sont passés, de 1978 à aujourd'hui, de 195000 à 107000, et que General Motors et Chrysler sont sur la même voie, celle de l'austérité par la réduction des effectifs.

Grâce à quoi les compagnies ont pu augmenter leurs profits. Mais cela ne leur suffit pas, il leur faut encore s'attaquer aux salaires.

C'est dans ces conditions que le syndicat décide de ne pas se battre sur le front de la paye, mais sur celui de la garantie de l'emploi. Autant dire qu'il renonce à se battre sur le terrain où les patrons vont porter leurs assauts aujourd'hui, pour se battre sur celui où il aurait fallu qu'ils se placent hier.

Les syndicats américains se situent ouvertement sur le terrain du réformisme et se veulent des défenseurs de la société capitaliste. Dans le passé, ils ont montré, à différentes reprises, une certaine combativité et ont pu justifier leur rôle auprès des travailleurs par les avantages substantiels qu'ils obtenaient tout en se cantonnant sur le terrain qu'ils avaient choisi. Mais dans le contexte actuel, celui de la crise, ils sont tout aussi inefficaces et tout aussi "dégonflés" que les syndicats réformistes des pays européens. Et les travailleurs américains, s'ils veulent se défendre, n'ont pas plus là-bas qu'ici, quoi que ce soit à attendre des syndicats.

Louis GUILBERT

ARIANE

Technique de pointe, mais société bloquée

Ouf ! On a poussé un gros soupir, du *Figaro* à *L'Humanité* en passant par les six chaînes de télé et les radios. Le 19e tir de la fusée Ariane a réussi ! Du coup, les plumes aussi se sont envolées d'enthousiasme.

Bien sûr, le décollage d'Ariane et le succès de l'ensemble de l'opération confirment l'ampleur des possibilités technologiques qui sont aujourd'hui à la portée de la société humaine. Et tant mieux si deux satellites de télécommunication supplémentaires ont pu être mis en orbite autour de la Terre et si, en l'occurrence, les communications téléphoniques pour l'Europe dans un cas et la diffusion de la télévision en Australie dans l'autre s'en trouvent facilitées.

Mais si ces progrès de la technique permettent de rapprocher les hommes et pourraient permettre de rapprocher les peuples encore bien davantage qu'ils ne le font, les lois du marché capitaliste s'interposent. L'espace est en effet un marché comme un autre qui signifie course aux profits, concurrence, batailles à coups de milliards, chauvinisme et gaspillage.

Même si Mitterrand déclare pompeusement que *"l'Europe de l'espace a pris un nouveau départ"*, c'est *"dans la compétition internationale"* qu'il se situe, bien sûr. Et d'ailleurs, s'il a bien fallu en effet une coopération au niveau européen pour donner le jour à Ariane, étant donné la "lourdeur des investissements", cette alliance est elle-même bien fragile. La participation de l'Allemagne, par exemple, qui se monte à 20% des investissements, ne tiendrait, si l'on peut dire, qu'à un fil. Le moindre échec pouvant remettre en cause cette collaboration et entraîner, selon *Le Figaro,* une alliance de la RFA avec les USA. Et comme d'autres échecs techniques sont toujours possibles...

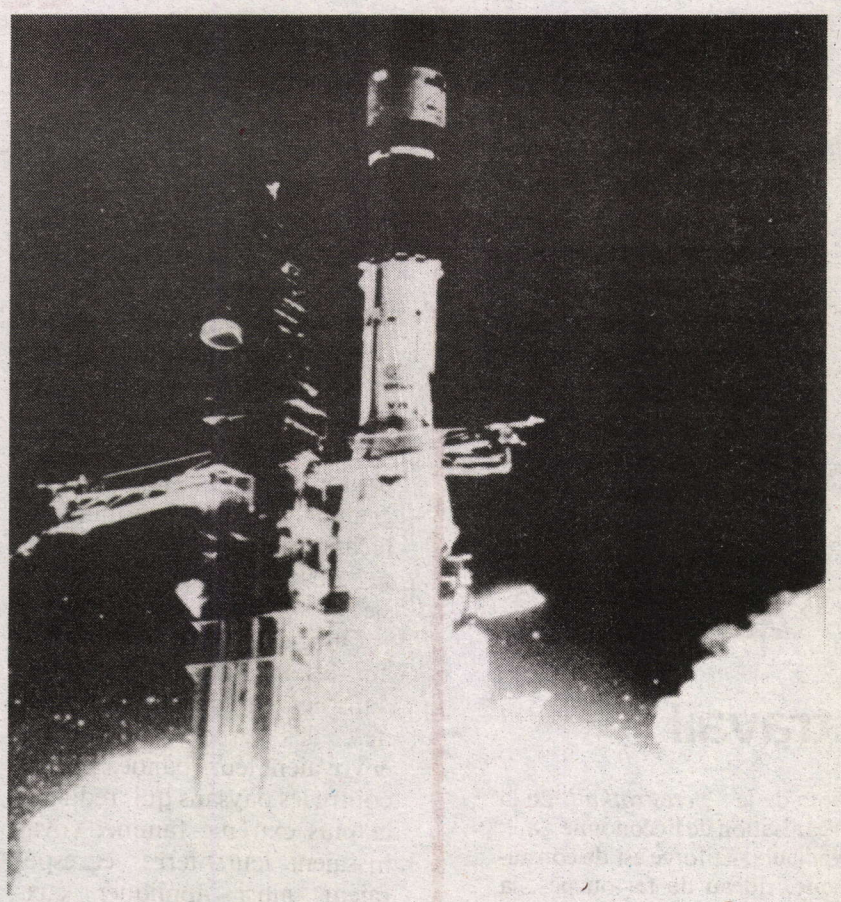
Mais surtout, ce qui est visible, et ce que craignent de plus en plus les promoteurs de l'opération "Ariane", c'est la relance de la concurrence internationale précisément.

Car si Ariane détient aujourd'hui 50% du marché des satellites à lancer dans le monde, c'est surtout à cause de l'arrêt du programme américain "tout-navette", depuis l'explosion de Challenger en janvier 1986. Et il se trouve justement que, du côté américain, les industriels du secteur en ont assez de cette situation. Ainsi, la firme américaine Marietta s'est débrouillée pour se faire commander par l'US Air Force une vingtaine de fusées "classiques". Mac Douglas, lui, a obtenu une cinquantaine de commandes du Pentagone. Ce qui va permettre aux uns et aux autres de se lancer sur le marché international des satellites "civils", à des prix "compétitifs".

Et ce n'est pas tout ! Voilà aussi qu'à l'autre bout de la Terre, les Chinois ont le culot, figurez-vous, de réussir le lancement, le 5 août dernier, de leur fusée "Longue Marche". Qui plus est, les vols proposés par les Chinois coûteraient 25 à 30 millions de dollars contre 40 à 55 pour Ariane. Et ils en seraient à démarcher tous les clients de la planète. Ils viennent même d'ouvrir boutique à Los Angeles ! Quant aux Japonais, eux aussi, les voilà qui proposent leur lanceur pour un prix que l'on dit de moitié inférieur aux prix pratiqués actuellement. Sans oublier l'URSS. Et tous nos experts en arianomanie de se lamenter en tremblant devant ce "marché" qui *"va devenir étroit"*.

Mais ce qui est surtout étroit en réalité, c'est ce système où les découvertes scientifiques doivent demeurer à l'abri des frontières, où le progrès technique n'a d'intérêt réel que s'il permet des profits et où les progrès de la science butent sur l'esprit de clocher.

Résultat accessoire de cette situation lamentable : les milliards qui partent en fumée, dans tous les pays du monde. Pour le seul programme Ariane, par exemple, même si on nous dit que la gestion de la société "Arianespace" est "saine", les recherches organisées depuis le dernier tir manqué de mai 1986 ont coûté, selon les estimations, entre 700 millions et un milliard de francs. A la charge, cela va sans dire, des Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA). Somme à laquelle il faut ajouter quelque 500 millions de francs supplémentaires liés à l'inactivité forcée de ces seize derniers mois. De plus un programme de recherches de 800 millions de francs est également prévu sur trois ans. Et



aujourd'hui, après le succès du tir de Kourou, on entend les responsables dire qu'il va falloir mettre les bouchées doubles et *"dépenser en trois ans ce qui l'a été jusqu'ici en dix"*. Quand on sait qu'aux USA, les budgets spatiaux sont, paraît-il, huit fois supérieurs à ce qu'ils sont en France, on mesure ce qu'il en est ailleurs.

Bref, avant d'atteindre les sommets, les programmes type Ariane ouvrent des gouffres financiers, que les Etats, bons garçons, comblent dans tous les pays, en luttant chacun de leur côté pour la première place... Bien sûr, on nous dit maintenant que le programme Ariane va rapporter des recettes, car il va facturer ses services aux candidats au lancement d'un satellite. Mais ceci remboursera-t-il vraiment cela ? Et surtout une chose est sûre : c'est l'Etat qui aura avancé des sommes énormes, et une myriade de fournisseurs privés qui auront encaissé les bénéfices.

Indiscutablement, si la science et la technique progressent, et ouvrent de nouveaux horizons, la société capitaliste demeure toujours aussi étriquée dans ses objectifs et ses préoccupations, aussi incapable de se hisser au-dessus de ses contradictions, toujours aussi limitée, et en réalité, toujours aussi terre à terre.

Frédéric FERRIÈRES

A L'ARMÉE

Toujours au temps des colonies

L'affaire du jeune Martiniquais qui avait été emprisonné quatre mois pour avoir refusé d'entonner des chants coloniaux durant son service militaire, l'an dernier, n'est apparemment pas terminée.

Dans un premier temps, la hiérarchie militaire avait multiplié les pressions pour que cet appelé antillais revienne sur sa décision. Elle avait fait tant et si bien que Manuel Norvat avait effectivement craqué... nerveusement et avait dû être réformé. Il n'en était pas quitte pour autant avec ce mauvais souvenir : l'armée a de la mémoire et surtout la rancune tenace. On laissa donc ce jeune Antillais reprendre ses études, jusqu'à ce jour de janvier dernier où il fut convoqué devant un tribunal correctionnel. Le dossier étant incomplet, l'affaire fut renvoyée, mais non pas classée. En avril, un juge parisien fit donc incarcérer le jeune Martiniquais pour *"refus d'obéissance et trouble de l'ordre public"*.

Quatre mois passèrent mais, la presse ayant ébruité l'affaire, il fallut libérer Manuel Norvat. L'armée et la justice ne s'étaient pourtant pas résignées. Le 14 septembre, nouvelle audience... mais l'affaire est renvoyée pour un vice de forme qui apparaît comme un prétexte.

En fait, tout semble se passer comme si la justice et, derrière elle, l'armée se trouvaient embarrassées par une affaire qui n'a déjà fait que trop de bruit à leur goût. Reconnaître que le dossier est vide, ce serait pour elles se déjuger, quant à maintenir l'accusation, c'est s'exposer au risque d'un scandale dont le relent colonialiste ne peut échapper aux narines sinon aux cerveaux militaires les plus bouchés. Alors dans la bonne tradition militaire, on traîne les godillots... à moins que ce soient les godillots de l'armée qui fassent traîner !

"Vote" à sa façon.

Trois jeunes appelés kanaks viennent d'être écroués en Alsace. Faisant leur service à Mulhouse, ils auraient refusé d'effectuer un exercice militaire et annoncé à la hiérarchie qu'ils agissaient en solidarité avec consignes données par le FLNKS de boycotter les élections du week-end dernier en Nouvelle-Calédonie.

On sait quel "succès" l'armée a rencontré, en Nouvelle-Calédonie même, avec ses pressions pour tenter de convaincre les Kanaks de ne pas boycotter les élections : cela a fait plouf. Il lui fallait donc prendre sa revanche dans la cour d'une caserne : trois appelés kanaks d'un côté, la hiérarchie militaire de l'autre, l'armée française vient donc de remporter une "victoire". Une victoire à sa mesure et tout à fait dérisoire, car sur le terrain, dans la brousse et les villages kanaks, ce n'est pas demain la veille que l'armée et l'Etat français réussiront à faire taire toute une population qui dit *"non"* au colonialisme !

Elle nous tond ça à ras.

A l'occasion du budget de la Défense, on obtient quelques précisions sur le coût de ce qu'on appelle les "opérations extérieures", comme l'opération Epervier au Tchad par exemple. En tout, il y en aurait pour 2,5 milliards en 1987...

L'armée et le gouvernement ne se sont privés de rien, et surtout pas de désert. Mais nous, on en a assez de voir jeter nos thunes dans les dunes.

Ordinateurs révolutionnaires

Le Monde du 12 septembre se fait l'écho des interrogations de spécialistes des questions sociales devant la situation actuelle : *"Depuis trois voire quatre ans, les gains de productivité dégagés par la baisse de l'emploi dans l'industrie ne donnent pas lieu à une redistribution sous forme d'emplois ou de salaires. Les entreprises sont les seules bénéficiaires de cette situation"*.

Et de rapporter que les *"experts ne parviennent plus à faire tourner leurs modèles économétriques dont les projections conduisent à l'absurde. Pour retrouver une logique, ils sont amenés à introduire une variable qui tient compte d'inéluctables revendications et suppose des conflits sociaux"*.

Certes, ce ne sont pas les modèles imaginés par ces spécialistes qui décideront de l'avenir, mais si même les ordinateurs n'arrivent pas à concevoir autre chose que des grèves pour résoudre les questions sociales...

Une parade syndicale qui n'a rien à voir avec une véritable riposte des travailleurs

La journée d'action dans les PTT du 15 septembre a inauguré la rentrée syndicale. Elle a été relativement peu suivie, et même parmi les syndiqués CGT, il y a eu pas mal de non-grévistes. Quant à ceux qui l'ont suivie, ce fut souvent sans illusion, persuadés même que ni cette journée d'action, ni celles à venir — celle du 1er octobre de la CGT (interprofessionnelle), la manifestation de FO du 3 octobre, la journée appelée pour le 15 octobre par tous les syndicats de fonctionnaires (sauf la CGT) — ne feront pas reculer gouvernement et patrons, ni ne serviront en aucune manière à la préparation d'une véritable lutte d'ensemble des travailleurs.

Comme d'habitude, ces journées d'action ne déboucheront nulle part. *"Depuis 1975, je fais en moyenne une journée d'action par mois, je ne sens pas trop que c'est comme cela que la vapeur monte"* faisait remarquer un postier devant ses camarades réunis pour la journée du 15 septembre.

Quant aux travailleurs des autres secteurs, ils sont plutôt rares à se préoccuper de ces journées syndicales en perspective. Quand ils le font, c'est souvent pour poser la question : *"Qu'est-ce que c'est encore que ce cirque. Les syndicats se moquent de nous"*.

Ni sur les moyens, ni sur les buts, les syndicats ne répondent aux préoccupations fondamentales des travailleurs. Ils mettent l'accent sur des objectifs qui sont propres à fractionner la lutte, si demain lutte il y avait. Comme par exemple *"la défense du statut"*, l'opposition à la *"privatisation"*, ou la défense de telle ou telle entreprise face à *"la concurrence étrangère"*. Ils noient les vrais problèmes, ceux des salaires, ceux des effectifs et des licenciements, derrière un charabia que les travailleurs bien souvent ne comprennent pas, mais qui est destiné à faire entendre à la bourgeoisie leur volonté collaborationniste, en dépit de leurs velléités revendicatrices affichées.

De tout cela, il ne peut évidemment pas y avoir matière à effrayer ni le gouvernement ni les patrons. Ceux-ci quand ils sont inquiets le sont des mouvements qui pourraient passer par-dessus la tête des syndicats. De ceux qui comme la grève des cheminots pourraient les surprendre autant que les syndicats. Ce sont ces mouvements-là qu'il faut préparer. Et chaque fois où dans ce but s'organiseront des groupes de travailleurs même minoritaires, chaque fois qu'ils iront d'une usine à l'autre rejoindre d'autres groupes comme eux, en tissant ainsi des liens directs, il sera fait bien plus pour préparer une véritable riposte d'ensemble des travailleurs, qu'avec toutes les journées d'action pour le communiqué, mises en œuvre par les syndicats.

L.G.

PTT

Se battre contre le Plan Longuet mais surtout avec les autres travailleurs

Mardi 15 septembre dans les PTT, la CGT et quelques syndicats départementaux de la CFDT appelaient le personnel à faire grève *"pour le retrait pur et simple du projet Longuet"*. La grève a été plus suivie dans les centres de télécommunications (35 à 40 % de grévistes à Paris) que dans les services de la poste et aux chèques (environ 25 % de grévistes aux CCP Montparnasse et Bourseul à Paris).

La CGT met l'accent sur le refus du projet Longuet et le maintien du statut actuel. La manifestation qu'elle a organisée à Paris a regroupé environ 2 300 participants dont environ 700 ont défilé avec des banderoles CFDT.

Le projet Longuet consiste avant tout à ouvrir à la concurrence pratiquement tous les secteurs des télécoms, c'est-à-dire à permettre aux trusts de la téléphonie de pouvoir récupérer les milliards de bénéfices que rapportent les télécoms sans débourser un seul centime d'investissement puisque l'Etat a déjà assuré les dépenses d'installation du réseau.

Dans le personnel, l'inquiétude est grande, en particulier de voir disparaître la garantie de l'emploi, de même que d'autres possibilités déjà bien compromises comme celles des mutations ou la promotion par concours internes...

Et, en même temps, la direction générale des télécommunications annonce la suppression de 39 000 emplois, soit un quart du personnel, dans les années à venir, dans toutes les catégories de personnel sauf les cadres. Ces suppressions sont prévues surtout parmi les agents et ouvriers d'Etat qui travaillent soit aux installations d'abonnés, des lignes ou dans les services comme les renseignements, les réclamations, l'international manuel.

Et c'est dans ces secteurs que l'inquiétude quant à l'avenir est la plus grande. Aux installations d'abonnés dont la majorité est déjà assurée par le privé, dans les services dits d'exploitation comme les renseignements dont les centres sont de plus en plus déserts, (l'administration impose pratiquement l'usage du minitel ou l'attente pour obtenir le 12) ou encore comme les centres manuels qui desservent l'international, comme à Paris Inter Archives et à Bagnolet où la direction prévoit déjà la suppression de la moitié des emplois (780 au lieu de 1 500 actuellement) d'ici 1990.

Dans ces services, les agents prévoient à juste titre que le projet Longuet, s'il est appliqué, les enverra directement à l'ANPE. Dans les services techniques qui assurent l'entretien des centraux téléphoniques en revanche, il y a beaucoup d'illusions sur la possibilité d'avoir un salaire plus important. Certains croient même, au moment où Alcatel, le seul trust du téléphone en France, annonce 1 700 licenciements pour les mois à venir, qu'ils sont indispensables au fonctionnement des installations...

Partout où l'inquiétude domine, ce n'est pas encore la colère : les résultats de la grève du 15 septembre le montrent.

Tout le monde est dans l'attente de voir si le projet va être proposé au Parlement.

Mais ce qui est certain c'est que ce projet s'inscrit dans la politique actuelle du patronat : faire le maximum de profits dans les secteurs qui ont de grosses rentrées.

Alors, pour freiner l'appétit du gouvernement s'il décide de montrer qu'il peut faire aussi bien que le patronat du privé qui a licencié dans l'automobile et la sidérurgie, il va falloir que les travailleurs des PTT se fassent craindre.

C'est la seule façon d'empêcher les atteintes à leurs droits, à commencer par les atteintes à leur emploi, qu'elles se fassent sous la forme franche et ouverte d'une modification du statut de l'ensemble du personnel, ou sous des formes plus insidieuses.

A l'heure où le patronat licencie dans tous les secteurs, cette lutte ne peut d'ailleurs être considérée comme une lutte particulière du personnel des PTT. Elle doit être partie intégrante de la lutte de l'ensemble des travailleurs du pays, qu'il s'agit de préparer aujourd'hui.

Correspondant LO

AIR FRANCE (Orly-Nord)

Débrayage de rentrée... pour le communiqué

150 travailleurs des ateliers d'Air France à Orly-Nord ont débrayé lundi 14 septembre à l'appel de la CGT. Soit moins de 5 % des présents, ce qui est peu, et range ce débrayage parmi les plus minoritaires de la période récente.

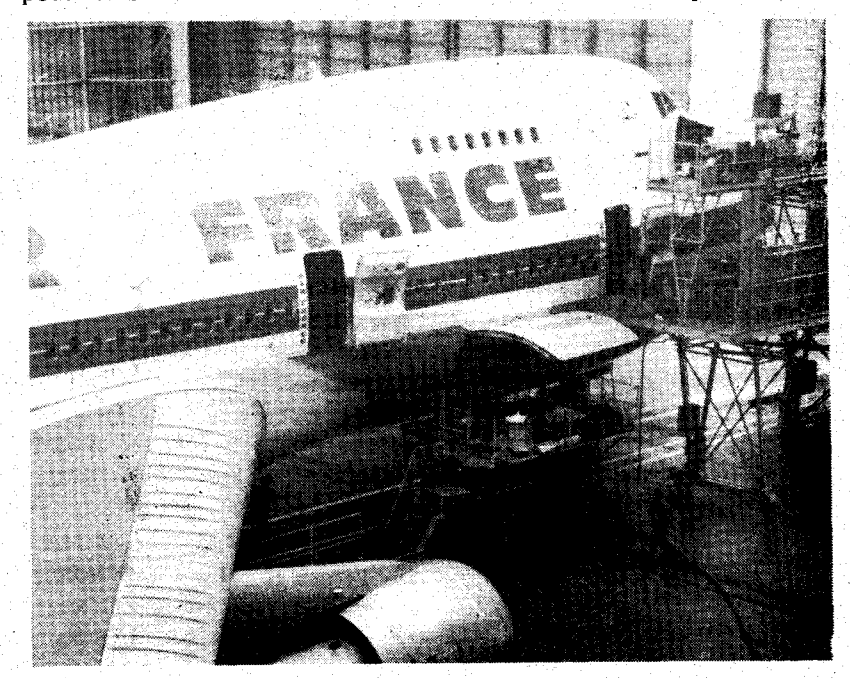
Le thème choisi par la CGT était *"Air France n'est pas à vendre"*, car la compagnie discute d'une augmentation de son capital par appel à des sources privées, ce qui pour la CGT est *"un processus de privatisation"*.

Il est vrai que les bénéfices déclarés d'Air France peuvent inciter le gouvernement et les dirigeants de la compagnie à s'arranger pour en faire profiter d'autres, et qu'une certaine dose de privatisation pourrait être l'un des multiples aliments dont se nourrit la finance aujourd'hui avec un appétit qui semble insatiable. Mais le problème des travailleurs n'est pas tant de savoir comment sont partagés les bénéfices entre leurs exploiteurs, que savoir s'ils vont continuer à les accroître à leurs dépens, en maintenant le blocage des salaires et en augmentant les charges de travail.

La CGT préfère mettre en avant la "défense du statut" d'Air France. Et même si elle parle des salaires et des conditions de travail, c'est pour noyer le tout dans un catalogue d'où surnage qu'il faut que la compagnie reste nationalisée, et qu'elle soit "compétitive", surtout par rapport à la "Lufthansa", la concurrente d'outre-Rhin.

Indépendamment même des objectifs douteux du débrayage, ce fut une "grève surprise", surtout pour les ouvriers eux-mêmes. Ils ont bien sûr eu un tract pour les y appeler le matin même, mais tous — loin de là — ne l'avaient même pas lu. A la suite de cette action la CGT pourra peut-être prétendre qu'elle est la seule à se battre, et certains de ses militants afficher une autosatisfaction, mais en ce qui concerne les vrais problèmes des travailleurs, le moins qu'on puisse dire, c'est que tout reste à faire.

Correspondant LO



L'AJUSTAGE DES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Pour quelques dixièmes de plus

On ne peut pas dire que le ministre de la Fonction publique, Hervé de Charette, se soit beaucoup avancé en annonçant un ajustement des salaires *"dès lors qu'il y aura une évolution des prix un peu supérieure aux 3 % prévus"*. Et il considère que l'augmentation pour 1987 sera de l'ordre de 3,5 %.

Rappelons que les *"3 % prévus"* ne le sont qu'en "masse", c'est-à-dire englobent l'évolution de l'ancienneté et des qualifications, et qu'en fait pour toute l'année, seulement 1,7 % d'augmentation réelle des salaires devrait être réparti en trois fois. Ce qui est loin de faire le compte, surtout si l'on y ajoute le passif des années précédentes, car chez les fonctionnaires aussi le blocage des salaires a fait des ravages.

Les syndicats préparent leur journée d'action et le gouvernement, même si cela n'est pas destiné à autre chose que de faire un peu de bruit, aimerait en atténuer les effets, quitte à distribuer 0,2 % ou 0,5 % de plus. Si cela devait permettre à un syndicat ou l'autre de se retirer, ce serait toujours ça de pris.

Mais rien ne dit que les travailleurs de la Fonction publique vont se contenter de miettes, et qu'ils vont se cantonner aux seules actions pour le communiqué envisagées par les syndicats.

MONTUPET (Nogent-sur-Oise)

Les affaires du patron sur le dos des ouvriers

En 1985, le groupe Montupet possédait quatre fonderies d'aluminium. Cette année-là, l'usine de Nanterre fermait, mettant ainsi sur le pavé 500 travailleurs, et les terrains étaient revendus. En juin 1986, le groupe revendait à Péchiney l'usine d'Ussel en Corrèze, prétendument déficitaire. Ces deux opérations rapportaient 95 millions de francs.

Aujourd'hui, même s'il ne reste plus que deux usines Montupet en France — une à Châteauroux et l'autre à Nogent-sur-Oise — les affaires vont plus que bien. Les bénéfices de l'an dernier atteignaient 70 millions de francs et le PDG a prévu pour cette année 100 millions de francs de bénéfices. L'action est passée de 100 F début 1986 à 1750 F ce mois-ci.

En 1986, les effectifs ont de nouveau augmenté de 10%, mais principalement sous forme de contrats à durée déterminée. La charge salariale, elle, ne s'est accrue que de 13% !

Et de retour de vacances, la direction annonçait qu'elle s'était payée une usine en Espagne, en expliquant que *"là-bas, la main-d'œuvre revient moins cher"*. Il serait même question d'en acheter une autre au Canada *"afin de mieux couvrir le marché américain"*.

Mais si la situation est aussi radieuse pour les dirigeants, c'est surtout et avant tout parce qu'ils pressurent les 1400 employés et ouvriers qui restent dans le groupe (au lieu de 3200 voici quatre ans).

A l'usine de Nogent, par exemple, depuis un an et demi, les semaines de 45 h à 47 h sont de règle ; le travail de nuit qui ne concernait que 50 personnes en concerne maintenant près de 300. Les salaires n'ont pas bougé : il n'y a eu que quelques augmentations individuelles et deux primes de quelques billets de cent francs. On pourrait aussi parler de toutes les mesquineries que commet la direction, comme de retenir entre deux heures et dix heures, certains mois, sur la paie, soi-disant pour compenser "les petits mois". Elle oblige ainsi les 600 ouvriers à lui faire crédit de centaines d'heures. Les conditions de travail sont déplorables : l'hiver, tout gèle et l'été, c'est l'étuve. Cette année, en juillet, des dizaines de personnes se sont évanouies et d'ailleurs il y a eu, en quinze jours, 25% d'absentéisme.

Depuis six mois, l'usine fabrique les culasses Turbo, les GTI, les 16 soupapes, qui sont de plus en plus lourdes, mais sur les postes de travail, rien n'a changé : il faut couler à la louche à main, soit soulever des dizaines de fois un poids de 25 à 30 kg de métal en fusion, au lieu des 15 à 20 kg habituels. Une fois moulées, c'est encore à la force des bras qu'on soulève les culasses. Bien sûr, des louches automatiques et des palans, ça existe, mais ces messieurs refusent d'en installer : ça leur coûterait trop cher...

Le PDG pouvait déclarer en juin que le groupe devait *"quitter la terre ferme pour aller en haute mer"*. Attention à la tempête !

Correspondant LO

AGF

Un cru qui a du bouquet

Bien que les égouts existent à Paris depuis Henri IV, la direction n'a toujours pas débouché sur une solution correcte pour l'aspiration des eaux usées de l'immeuble St-Georges. C'est ainsi que, régulièrement, l'entreprise spécialisée qui officie à la vidange nous gratifie dès le petit matin de bruits et d'odeurs nauséabondes, lesquelles ont la fâcheuse idée de persister après le départ du vidangeur ! AGF avec vous !...

A Paris le raccordement au tout-à-l'égout est obligatoire. Mais il semble, à vue de nez, que des exceptions existent.

A défaut de distribuer des boules Quiès et des pince-nez, la matinée accordée aux employés de l'immeuble les jours de vidange répondrait correctement à une légitime... aspiration.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, *Assurances générales de France, (Paris - Lafayette).*

RHÔNE-POULENC (Vitry-sur-Seine)

3x8, 4x8, 5x8, c'est toujours le travail en équipe

Comme dans toute l'industrie chimique, l'usine de Rhône-Poulenc à Vitry-sur-Seine (produits pharmaceutiques) pratique des horaires de travail dits en 2x8 et 3x8, pour ceux qui ne travaillent pas le week-end, ou 4x8 (appelés également feu continu et semi-continu) qui concernent les secteurs travaillant sans arrêt hebdomadaire.

Dans certains ateliers, comme ceux de la Biochimie, on peut admettre que ces horaires soient justifiés par des impératifs techniques. Mais dans la plupart des autres cas, c'est la volonté de la direction d'utiliser au maximum les appareillages afin d'abaisser les coûts de production qui est la cause du travail en équipe.

La plus grande partie des salariés de fabrication est désormais astreinte au travail en équipe. Mais depuis quelques mois, la tendance est à l'aggravation du travail "posté" dans le secteur de la chimie organique.

Cela se fait, notamment, par le passage en 3x8, voire en 5x8, des ouvriers travaillant jusque-là en 2x8. La direction a d'abord tablé sur l'attrait des primes d'équipe auprès d'ouvriers cherchant à augmenter leur salaire pour remplir ses équipes. Mais les "volontaires" n'étant pas assez nombreux, la direction impose désormais le passage en équipes !

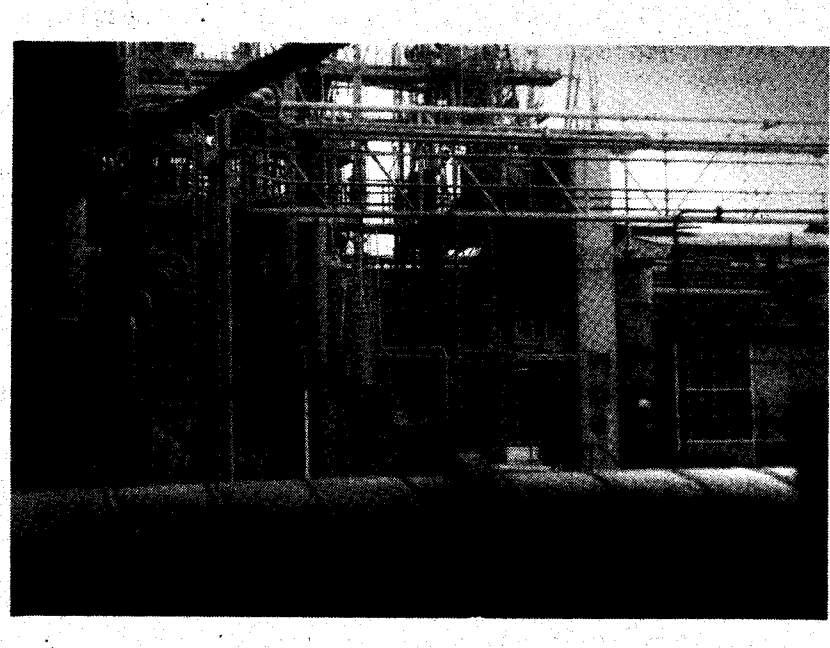
C'est dans ce contexte qu'elle met en place actuellement un horaire 5x8. Comme cette forme d'horaire en feu continu est une vieille revendication des syndicats, on pourrait penser que le travail en 5 équipes constitue un progrès par rapport au travail en 4 équipes.

Regardons-y de plus près. En fait, dans l'un comme dans l'autre cas, le nombre de postes de travail effectué chaque année par salarié est de 219, la durée d'un poste restant fixée à 8 heures. Donc, de ce côté-là, pas d'amélioration; l'horaire théorique hebdomadaire moyen est toujours de 37 h 30 (la semaine de travail variant à chaque "quart").

Par contre, les primes d'équipe calculées "au forfait", c'est-à-dire identiques chaque mois quel que soit l'horaire effectué, sont diminuées. Le forfait passe de 32,70% du salaire de base pour les postés embauchés avant 1982 à 29,5% pour les postés après cette date et à 27,5% pour les nouveaux 5x8.

Et c'est là qu'apparaît clairement la volonté de la direction : obtenir une meilleure planification des horaires de travail par un roulement 5x8 plus facile à gérer, tout en diminuant les ressources globales des postés, et sans embaucher un seul salarié de plus que dans le roulement 4x8. Du beau boulot !... Mais les premiers grincements de dents se font entendre et les postés comprennent bien que l'amélioration réelle de leurs conditions de vie et de travail passe avant tout par une réduction réelle de leur nombre de jours de travail annuel. Mais ça comme disait un posté 5x8, *"c'est une autre histoire"*.

Correspondant LO



CEPEM (Orléans)

La pagaille organisée

La rentrée à la CEPEM n'a pas changé par rapport aux autres. Comme qui dirait : quand ça ne s'arrange pas, ça s'aggrave !

Dès le premier jour, au Montage, sur la nouvelle chaîne RX, il faut faire la cadence. Nous sommes arrivés à 58 secondes, mais l'objectif est de 54 secondes. D'ores et déjà, à certains postes, nous n'en pouvons plus, au point que des camarades se sentent malades.

A l'Emaillerie, dès le premier jour aussi, la sortie qui est à 20 h 10 a été reportée à 22 h pour certains camarades.

A la Tôlerie, il fallait revenir samedi et pour bien faire, à l'Emaillerie et au Montage aussi.

Voilà donc les heures supplémentaires et le travail du samedi dès la première semaine. Il faut dire qu'il y a du travail et qu'à part l'encadrement qui augmente, nous sommes moins nombreux et que 258 licenciements sont prévus fin novembre.

La direction recourt à l'intérim. Avant les vacances, il y avait 190 camarades, maintenant une centaine. En août, alors que l'usine était fermée, elle a fait tourner certains secteurs de production. Elle a demandé à des camarades de rester plus tard et de revenir plus tôt de leurs vacances.

Résultat : une dizaine d'accidents au mois d'août, dont un très grave (fracture du bassin). 10000 appareils à reprendre pour défaut et manque de pièces, dans la pagaille la plus totale.

Il est plus que temps de se défendre contre le travail qui augmente et les salaires qui baissent.

La direction joue sur les licenciements passés et à venir, mais il n'est pas dit que cette peur jouera toujours !

Correspondant LO

THECLA DELLE (Territoire de Belfort)

Grève contre les licenciements

L'usine Thecla de Delle est une fonderie qui jusqu'au 14 septembre comptait 620 salariés et, depuis, seulement 440. C'est le prix payé par les ouvriers de la reprise de l'usine par de nouveaux patrons, genre Tapie, la Société Française de Participation Industrielle, SFPI, connue dans la région pour avoir réalisé la même opération avec d'autres usines. Les nouveaux patrons, eux, vont toucher des aides de toutes sortes.

Depuis plus de six mois, l'usine était en liquidation judiciaire ; si on ne savait pas quels seraient les nouveaux patrons, côté boulot, il n'y avait rien de changé, c'est-à-dire des conditions de travail très dures, des heures supplémentaires en pagaille, avec des salaires avoisinant le SMIC.

A la rentrée des congés, début septembre, la SFPI annonçait son projet : 240 licenciements, dont la grande majorité "secs", littéralement, avec le minimum légal, et cela le plus vite possible. A l'annonce de ce plan, le mécontentement a grandi très vite. Mercredi 2 septembre, la CGT, majoritaire sur l'usine, avec la CFDT organisait des réunions dans les différents secteurs de l'usine auxquelles les ouvriers ont participé largement. Et le soir, lors de la réunion de l'équipe de nuit, le ton a monté. Les syndicats s'étaient limités à proposer une pétition qui serait remise le lendemain lors d'une réunion du CE. C'est à ce moment que la centaine d'ouvriers rassemblés décida de la porter immédiatement au directeur qui négociait encore très tard avec les syndicats.

Le lendemain matin, jeudi 3 septembre, le rassemblement appelé par les syndicats pendant la réunion du CE s'est transformé en grève totale. Le soir même, la direction faisait afficher une liste des licenciés et des ouvriers dont le préavis de licenciement était prolongé (contrats à durée déterminée). Cela n'a pas entamé la détermination des grévistes. Ce qui revenait le plus souvent : *"Ou on nous garde, ou on nous donne un paquet d'argent"*, certains faisant la comparaison avec le cas de l'usine Bull de Belfort où les départs volontaires se sont faits avec une prime de 150 000 F.

Donc, le vendredi 4 septembre, la grève continuait. Les négociations se sont poursuivies durant tout le week-end. Et déjà le dimanche, par la presse, on apprenait que les syndicats semblaient accepter un nouvel accord, qui prévoyait que l'effectif repris serait de 143 personnes, 46 en contrat à durée déterminée, 116 licenciements "secs", avec 10 000 F de prime, et puis les salaires de ceux qui restent sont amputés : les nouveaux patrons comptent s'en prendre à la prime de rendement et bloquer les salaires pendant toute l'année 1988.

Le lundi matin, la CGT essayait de faire admettre à l'assemblée que ces prétendues avancées n'étaient pas négligeables, que c'était le maximum possible : si on demandait plus, la SFPI risquerait de se dégager. Cela provoqua des remous, et des ouvriers proposèrent de continuer la grève pour ce qui selon eux serait un accord valable.

La CGT organisa ensuite un vote pour ou contre la poursuite de la grève : 249 pour reprendre le travail, 237 pour continuer la grève, 121 travailleurs n'ont pas voté. La CGT appela alors à reprendre le travail. C'est la déception qui dominait.

Le lendemain, la reprise a été amère. Nous étions un certain nombre à vouloir ne pas en rester là. A 10 heures, nous étions une soixantaine à nous réunir au réfectoire : environ un quart de l'effectif prévu. A ce moment-là sont arrivés cinq délégués déchaînés qui avaient décidé de saboter la réunion. La plupart des présents n'ont pas compris et, écœurés, ont quitté la réunion. Pour l'équipe d'après-midi, nous n'étions que 25 bien que, cette fois, ce sont ces mêmes délégués qui ont dû partir, le moral n'y était plus. Surtout que la direction faisait savoir que les travailleurs licenciés pouvaient tout de suite quitter l'usine et seraient payés jusqu'à la date de leur licenciement, le 14 septembre. On apprenait aussi que les jours de grève étaient payés.

Correspondant LO

LEVER (Haubourdin-Nord)

Le patron programme licenciements et augmentation de la productivité

A Lever Haubourdin, près de Lille, certains travailleurs ont pu penser que la crise ne nous toucherait pas.

Depuis des années, les salaires restaient plus élevés que la moyenne régionale. Et les restructurations ou les fermetures d'entreprises, qui se soldaient depuis des années par des milliers de nouveaux chômeurs tous les mois, semblaient devoir épargner cette entreprise.

Il y avait bien des licenciements pour de soi-disant "fautes graves". Mais même là, la direction reculait dans certains cas, même s'il y a quatre ans, il avait fallu une grève massive de quelques heures des ouvriers et des employés.

Les effectifs diminuaient cependant peu à peu, mais par des départs FNE, auxquels ceux qui avaient 54 ans ou plus aspiraient, faute de mieux sans doute, mais avec soulagement après des années de travail usant en équipe.

Il faut dire que les énormes profits du trust Unilever et de sa branche lessive et savon en particulier pouvaient permettre cette politique qui passait pour sociale et libérale.

Est-ce parce que le PDG d'Unilever-France est devenu président du CNPF, ou tout simplement parce que la soif de profits des actionnaires n'a pas de limite, les temps sont en train de changer, et la direction a décidé d'essayer d'augmenter la productivité du travail, en réduisant les effectifs.

Alors que nous ne sommes plus que 1 050 à Haubourdin, la direction a annoncé que 158 personnes — qu'elle considère comme inaptes — seraient licenciées. Et le chef du personnel précisait que seraient aussi considérés comme inaptes ceux qui ne voudraient pas accepter le travail de nuit. Car parallèlement à ces licenciements, la production qui se faisait en 2x8 tend à passer en 3x8 !

Hypocrite, la direction propose diverses transactions "amiables", avec des indemnités de départ dont le montant pourrait atteindre 200 000 F, comme ce qui a été proposé dernièrement à un ouvrier souvent absent pour maladie, s'il démissionnait.

Mais que représentent 200 000 F aujourd'hui ? C'est ce qu'ont touché les ouvriers de la Normed, qui se sont rendu compte, qu'après déduction des impôts sur cette indemnité, après la suppression de la plupart des allocations auxquelles ils avaient droit avant d'être "millionnaires", il ne restait plus grand-chose pour que leur famille puisse vivre décemment, au-delà d'une ou deux années.

Pour le moment, la majorité des ouvriers, qui pensent ne pas faire partie de ceux que la direction considère comme "inaptes" à l'exploitation, font le dos rond. Quant à ceux qui ont déjà été convoqués pour s'entendre signifier qu'ils devraient quitter l'usine — de gré ou de force — le moral est au plus bas. Certains ne se sont peut-être même pas fait connaître.

Il faut dire que la CGT (seul syndicat ayant une réelle représentation) se refuse à défendre ces "cas sociaux", car elle est elle-même empêtrée dans des licenciements d'employés du Comité d'entreprise qu'elle gère. La direction, au fur et à mesure de la diminution du nombre de salariés de l'usine, réduit bien entendu les crédits alloués au CE. Et le cadre de l'UGICT, par ailleurs membre du PCF, qui est secrétaire du CE, a dû reconnaître lui-même au CE : *"Que nous le voulions ou non, nous sommes contraints à la même politique que Lever : départ à 58 ans et non remplacement"*. Maintenant Lever a une longueur d'avance dans les méthodes de réduction des effectifs, il faut souhaiter que la CGT ne suivra pas sur cette voie.

Mais il n'est pas dit que la direction de Lever ne rencontre pas une opposition à ses mauvais coups contre ceux dont elle veut se débarrasser pour "inaptitude", et ceux qu'elle veut conserver... pour les rendre "inaptes" à leur tour, après plusieurs années d'exploitation intensifiée.

Trop d'exemples autour de nous ces dernières années ont montré que ce n'est pas en faisant le dos rond que l'on évite les coups, au contraire !

Correspondant LO

Sélection télé

Samedi 19 septembre

22 h 15. A2. Un théâtre renaît ce soir. Emission de Eve Ruggieri. Une rétrospective des grandes heures du théâtre des Champs-Elysées. Avec entre autres, un extrait du gala inaugural de 1913. Au programme, du Berlioz, du Debussy et un peu de Stravinsky.

Dimanche 20 septembre

20 h 30. TF1. Police sur la ville. Film américain avec Richard Wydmark et Henry Fonda. Où la corruption de la police n'a rien à envier à la corruption de la pègre. Le tout sur fond de violence.

22 h30. FR3. Juarez. Avec Paul Muni et Bette Davis. Napoléon III impose au Mexique, dans les années 1860, par la force des armes, un souverain venu d'Europe, Maximilien de Habsbourg. La population mexicaine se révolte. A la tête de cette révolte il y a Benito Juarez. Dans le style des grandes reconstitutions historiques hollywoodiennes des années 30, ce film est remarquablement interprété.

Lundi 21 septembre

20 h 30. La 5. Face à face. André Lajoinie du Parti Communiste et **Jean-Marie Le Pen** du Front National.

20 h 35. A2. Film : **Le choc.** Avec Alain Delon et Catherine Deneuve. Un polar bien commercial fait sur mesure pour mettre en vedette... les vedettes.

22 h 10. A2. Trente ans de télé. Emission de Serge July et Roland Portiche. Cette deuxième partie — d'une série de trois — est consacrée **au jeu de la politique.** Dans les années 1970, après une télévision plutôt aux ordres, l'opposition fait son entrée dans les émissions politiques télévisées. C'est ce "tournant" qui fera l'objet de cette émission.

Mardi 22 septembre

20 h 35. FR3. Faut pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages. C'était le 1er film du dialoguiste Michel Audiard. Dans cette parodie de série noire, il ne donne pas toujours dans la dentelle.

20 h 35. La 5. Le Corniaud. Avec Bourvil et Louis de Funès. Le couple Bourvil-de Funès remis une fois de plus en selle. Tous les poncifs du genre sont réunis dans cette histoire de gangsters. Gros gags assurés.

Mercredi 23 septembre

20 h 30. TF1. Sacrée soirée. L'invité en est Guy Bedos. Une sacrée chance pour nous.

20 h 35. FR3. Théâtre : Le bourgeois gentilhomme. Avec Jean Le Poulain dans le rôle du gros bourgeois ridiculisé par Molière. Mais la mise en scène de cette pièce est des plus conventionnelles, paraît-il.

Jeudi 24 septembre

20 h 35. A2. Folle à tuer. Film d'Yves Boisset avec Marlène Jobert, tiré d'un roman noir de Jean-Patrick Manchette. Course poursuite autour de l'enlèvement d'une femme et d'un enfant.

22 h. A2. Edition spéciale. Magazine d'Alain Wirder et François Dehé. Consacré cette semaine aux Jeunes en danger. Reportage en particulier sur les mineurs en fugue.

23 h. FR3. Océaniques. Cette semaine : **Ceux qu'on appelle les requins.** La curieuse pêche aux requins pratiquée par les pêcheurs Kontu de la Nouvelle-Guinée.

Vendredi 25 septembre

21 h 30. A2. Apostrophes. Le linguiste Claude Hagège vient présenter son nouveau livre **Les Français et les siècles** où il est question de l'avenir de la langue française que certains voient en péril. Péril que C. Hagège récuse.

22 h 40. FR3. La pub mode d'emploi. La pub au secours de la politique.

23 h 05. A2. Ciné-club : Casablanca. Film de Michael Curtis datant de 1943. Avec Humphrey Bogart et Ingrid Bergman. Casablanca au milieu de la Deuxième Guerre mondiale accueille ceux qui fuient le nazisme et aussi toute une foule interlope. Parmi eux, le patron d'un bar américain qui tient à rester en dehors du conflit qui secoue l'Europe. Les circonstances vont l'obliger à prendre parti.

théâtre

"La Madeleine Proust à Paris"

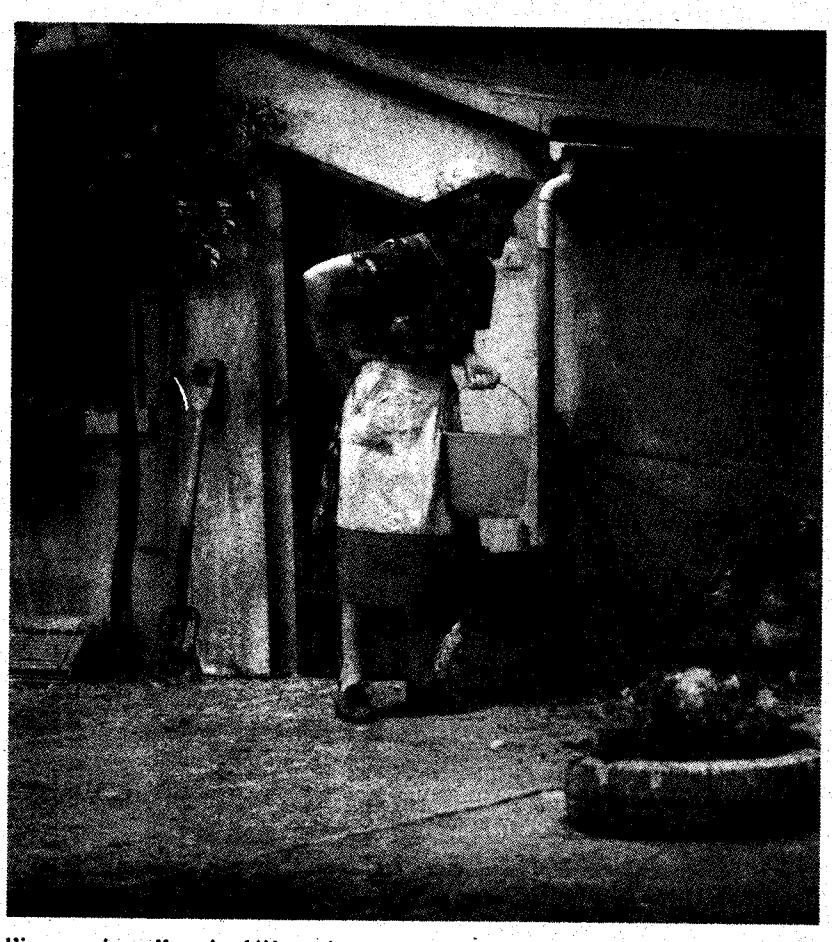
avec Laurence Semonin

La Madeleine Proust est une paysanne du Haut-Doubs. Veuve et retraitée, elle vit seule dans sa petite ferme des environs de Morteau. C'est là qu'elle nous convie à l'écouter durant une heure trente de spectacle.

L'actrice, Laurence Semonin, elle-même originaire de Franche-Comté, connaît bien les gestes quotidiens de son personnage, ses réactions, ses idées. Elle est là, la Madeleine, devant nous, vaquant à ses occupations, épluchant une salade, plumant une poule ou lavant son linge, et elle nous parle de tout, de rien, de ces petits riens qui font la vie quotidienne... au fil des jours et des saisons.

Il n'y a pas d'histoire à proprement parler dans cette pièce, ou plutôt il y a l'histoire sans histoire d'une veille paysanne qui nous confie ses pensées, comme elles viennent. Elle nous parle de ses voisins, de ceux qui disparaissent et que l'on porte en terre, du tour de France, du temps qu'il fait, de sa visite à Paris ou encore de Tchernobyl et de la contamination des salades ; de tout quoi, mais toujours avec humour et tendresse.

Ce spectacle est une réussite faite d'émotion, de drôlerie et de justesse de ton. Et bien qu'on ait



l'impression d'avoir déjà maintes fois entendu les propos de Madeleine Proust — tant le dialogue et le jeu de l'actrice sont vrais — on ne se lasse pas de l'écouter.

G.L.

La Madeleine Proust à Paris passe au théâtre Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3e arrondissement. Prix des places : 100 F. Le spectacle dure jusqu'au 17 octobre.

Sélection ciné

Quelques films récents

RADIO DAYS
de Woody Allen

L'année 1943 aux Etats-Unis, dans une famille juive où la radio tient une grande place...
Action Ecoles 5e (vo), Gaumont Ambassade 8e, Gaumont Parnasse 14e (vo).

WELCOME IN VIENNA
d'Alex Corti

Retour à Vienne de deux jeunes antifascistes en 1945. Les lendemains de guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Utopia Champollion 5e (vo).

PLATOON
de Oliver Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
George V 8e (vo).

MON CHER PETIT VILLAGE
de Jiri Menzel

Des villageois d'un petit village tchèque, leurs querelles, mais aussi leur complicité contre les bureaucrates.
La Bastille 11e (vo).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade.
Publicis Elysées 8e (vo), Lumière 9e, Convention St Charles 15e.

AMADEUS
de Milos Forman

Le conflit entre Mozart, génie farceur, et Antonio Salieri, compositeur de la cour, sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables, tout comme la musique.
Forum Arc-en-ciel 1er (vo), George V 8e (vo).

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds et une jolie et énergique sourde-muette. Un plaidoyer pour le droit à la différence.
Lumière 9e.

Quelques films plus anciens et quelques classiques

GANDHI
de Richard Attenborough

Ce film éloge de la non-violence, montre l'itinéraire de Gandhi, dirigeant nationaliste qui a mené l'Inde à l'indépendance et les masses indiennes à l'impasse.
Montparnos 14e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
de Milos Forman

Un petit truand pas si fou que ça débordant de vitalité apporte une bouffée d'air dans un asile psychiatrique.
Studio des Ursulines 5e (vo), 3 Parnassiens 14e (vo).

UN TRAMWAY NOMME DESIR
d'Elia Kazan

En Louisiane, l'affrontement de trois personnages dans la déchéance (d'après la pièce de Tennessee Williams).
Action Rive Gauche 5e (vo).

LES VACANCES DE M. HULOT
de Jacques Tati

Le timide et distrait M. Hulot passe des vacances en Bretagne. Des gags et de la poésie.
Saint-Michel 5e.

LE GUÉPARD
de Lucino Visconti

Un aristocrate sicilien assiste à l'effondrement de la société qui fut la sienne.
Latina 4e (vo).

LA STORIA
de Luigi Comencini

L'histoire pathétique d'une femme et de ses deux fils en Italie pendant la Deuxième Guerre mondiale. D'après l'œuvre d'Elsa Morante.
Templiers 3e (vo), certains jours.

QUAI DES ORFEVRES
d'Henri-Georges Clouzot

Un grand classique du film policier français, avec d'excellents acteurs.
Champo 5e, certains jours.

L'EXTRAVAGANT MR DEEDS
de Frank Capra

Un homme qui a hérité d'une fortune et la distribue aux chômeurs soulève un beau tollé...
Action Ecoles 5e (vo), certains jours.

HOTEL DU NORD
de Marcel Carné

Une tranche de la vie des pensionnaires d'un hôtel parisien, avant-guerre, décrits avec beaucoup de tendresse et d'humour.
Champo 5e (vendredi et dimanche).

TO BE OR NOT TO BE
de Ernst Lubitsch

En Pologne sous l'occupation allemande, une troupe de comédiens résiste tout en malmenant Shakespeare.
Panthéon 5e.

"Les découvreurs"

de Daniel Boorstin

Daniel Boorstin est un juriste et un historien américain. Dans son livre *Les Découvreurs,* il tente de retracer l'histoire de l'humanité vue sous l'angle d'un certain nombre de grandes découvertes. Découpé en chapitres aussi vastes que *Le temps, La terre et les mers, La nature, La société,* son ouvrage ne prétend pas être exhaustif. Il ne décrit d'ailleurs pas toutes les découvertes qui permirent les progrès de la connaissance scientifique, quelques-unes d'entre elles seulement sont abordées.

Les Christophe Colomb, Galilée, Copernic, Newton ou Darwin, comme bien d'autres *"découvreurs"* au nom moins connu sont les héros de ce livre ; des héros bien vivants, marqués par la société et l'époque où ils vécurent. Tous firent reculer les bornes du savoir au prix parfois de durs combats contre les tenants des idées admises ou des dogmes censés répondre à tous les problèmes. Et il leur en a fallu du courage, de l'imagination, de la témérité à ces *"découvreurs"* pour battre en brèche les obstacles à la connaissance. C'est sans doute là un des grands mérites du livre, de prendre soin, avant d'examiner les découvertes elles-mêmes, de nous familiariser avec la société où elles se sont produites.

Comment, par qui, pourquoi l'horloge par exemple a-t-elle été découverte ? Pour répondre à ces questions l'auteur nous décrit d'abord comment les hommes vivaient jusque-là sans horloge, et cela nous vaut d'autres découvertes parfois surprenantes.

Entre la découverte du premier "marque temps" mécanique mis au point vers 1330 par des moines qui voulaient tout simplement faire sonner l'heure de la messe, et la mise au point vers 1674 de l'horloge à ressort qui mit l'heure — et son utilisation — à la portée de tous, il fallut plus de trois siècles. Les premières horloges monastiques n'avaient ni cadran, ni aiguille et se contentaient de sonner les offices. L'invention des heures égales fut dû au jeune Galilée qui moins occupé à écouter la messe qu'à observer les mouvements réguliers de pendule d'un encensoir, découvrit le moyen d'obtenir des périodes égales pour toutes les horloges. Quant à la montre à ressort, elle apparut en fait en réponse à un besoin impérieusement ressenti par les marins pour déterminer correctement leur longitude en mer, ce à quoi la seule boussole ne pouvait suffire.

Ainsi, l'histoire des découvertes est riche et variée. Certaines d'entre elles ont mis en œuvre les efforts d'une société toute entière, comme les conquêtes maritimes des Portugais le long de la côte africaine, puis en direction de l'Océan indien. D'autres ont été le fait d'hommes seuls, parfois seuls contre tous, comme par exemple Michel Servet qui, parce qu'il pratiqua des autopsies pour donner une description de la circulation du sang, fut brûlé vif pour hérésie en 1553.

Mais toutes ensemble, ces découvertes constituent un patrimoine issu de toutes les périodes, de tous les peuples. Et un autre mérite du livre de Boorstin justement, est qu'il ne se contente pas de décrire les efforts des seuls *"découvreurs"* d'Occident mais y associe ceux d'autres civilisations (Amérique du Sud, Chine, monde arabe...).

Contrairement à une opinion communément admise, explique l'auteur, la quête régulière, continue du savoir, lente à certaines époques mais toujours croissante, est une idée fausse. Durant de longues périodes, précise D. Boorstin, la société n'a guère amélioré le savoir. Ainsi de l'an 300 environ à 1300 au moins, presque toutes les connaissances ont régressé en Europe, voire pour certaines ont totalement disparu.

La forme sphérique de la terre par exemple, avait été découverte dans l'antiquité, par les Grecs, dès le V^e^ siècle avant notre ère. Un Grec, Eratosthène calcula même avec précision la circonférence terreste. Or, en 548, un moine, un certain Cosmas d'Alexandrie, décida qu'il était impossible que Dieu ait créé un monde où les hommes vivent aux antipodes les uns des autres. Il trouva à la lecture de la bible que la terre a une forme plate et rectangulaire. Même les cartes devinrent alors des guides de la foi. Ainsi, sous la pression des dirigeants de la chrétienté, durant 1 000 ans l'Europe entière fut frappée d'amnésie scientifique.

Cela correspondait d'ailleurs à un recul général de toute la société européenne. Mais bien que D. Boorstin ne discute pas des raisons d'un tel recul des connaissances, l'image qu'il nous donne de cette période nous touche doublement. D'abord parce qu'une telle perte constitue un énorme gâchis pour toute l'humanité. Ensuite parce que même dans notre société, toute scientifique et technologique soit-elle, rien ne nous garantit contre un retour en arrière. Les dictatures en tout genre tout comme la résurgence des fanatismes religieux sont un terreau propice aux réactions dans tous les domaines et donc dans celui de la découverte scientifique.

Le dernier chapitre de son livre, D. Boorstin le consacre aux découvertes concernant la société. A ce titre il parle bien sûr de Karl Marx et de Friedrich Engels, tout en prenant soin de marquer ses réserves vis-à-vis des conclusions de Marx, notamment en ce qui concerne la lutte de classes comme moteur de l'évolution historique dans les sociétés divisées en classes. Seulement lorsque lui-même dans son livre explique la naissance et le développement des idées scientifiques, heureusement il les replace toujours dans le contexte social de leur époque, raisonnant ainsi en matérialiste scientifique.

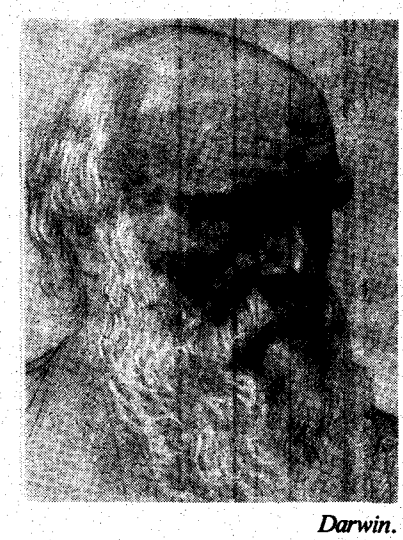
Les découvreurs, un livre très intéressant et d'une lecture facile.

Hervé MARTIN

Les découvreurs *de Daniel Boorstin. Ed. Seghers. 720 pages - 195 F.*

Tycho-Brahé.

Newton.



Darwin.

Einstein.

APRÈS LA REMONTÉE ÉLECTORALE DES PÉRONISTES

Pour les travailleurs, rien ne viendra d'en haut

Le parti d'Alfonsin, l'actuel président de l'Argentine, l'UCR (l'Union Civique Radicale) est le grand perdant des élections du 6 septembre dernier dans ce pays. Il perd 11,5% des voix par rapport à 1983, et par là, la majorité à l'Assemblée nationale, sans parler de la quasi-totalité de postes de gouverneurs de province.

Il est difficile de suivre les voix perdues, mais ce qui ressort des résultats, c'est qu'elles se sont reportées sur l'UCD d'Alsogaray, un parti qui se situe à la droite de l'UCR (qui, avec 6% aujourd'hui, gagne plus de 5% par rapport à 1983), ainsi que le Parti Justicialiste, c'est-à-dire les péronistes, qui sont les grands gagnants de ces élections en devenant avec 41,5% des voix, le premier parti du pays.

A l'origine de ce transfert vers les péronistes, il y a la déception de ceux qui, dans les classes populaires, ont espéré quelque chose de la politique du gouvernement d'Alfonsin. C'est ainsi qu'à la veille des élections, dans les discussions qui naissaient très facilement dans les rues, autour des tables de permanence des divers partis politiques, l'hostilité envers Alfonsin ne manquait pas de se faire entendre. De la part de ceux qui ne lui avaient jamais donné leur voix bien sûr, mais aussi, et c'était souvent avec plus de colère, de la part de ceux qui lui avaient fait confiance en 1983 ou 1985. Aussi différentes qu'aient pu être ces discussions, le mot "menteur" revenait constamment. *"J'ai voté pour lui en 1983"* a dit bien fort une retraitée en s'adressant à tous ceux qui passaient près d'une table de permanence de l'UCR, *"mais maintenant c'est bien fini. Il a trompé le peuple. Ses promesses, rien que des mensonges. Alfonsin n'est qu'un menteur qui nous fait mourir de faim. Je touche 150 australes de retraite par mois* (environ 300 F). *Peut-on manger avec ça ? A mon âge, je suis obligée de faire des ménages, chez des radicaux fortunés et, qui plus est, qui entendent ne pas me payer !"*
Des groupes se sont vite formés parmi la soixantaine de personnes aussitôt attroupées. Les promesses faites par Alfonsin en 1983 ou 1985 sont évoquées. A tel point que les militants de l'UCR préfèrent partir pour installer leur table ailleurs. Aujourd'hui, la dégradation des conditions de vie des couches populaires, qui s'est particulièrement accélérée ces derniers mois, a fini de balayer les illusions qui pouvaient exister parmi celles-ci. Pour la plupart des travailleurs, les promesses d'hier d'Alfonsin concernant le "salaire minimum vital et mobile" ou la "stabilité de l'emploi", tout comme son engagement à ne pas payer la dette extérieure "avec la faim du peuple", apparaissent comme des formules creuses qui ont servi à tromper les masses.

A cela s'ajoute aussi la défiance politique de tous ceux qui, jusqu'à il y a quelques mois seulement, voyaient en Alfonsin un "démocrate", défenseur de la justice, et qui continuaient à penser qu'il ne permettrait pas que tous les tortionnaires et assassins de la dictature militaire de 1976-1982 ne soient pas inquiétés. Là aussi, la reculade d'Alfonsin devant les militaires mutinés, lors du week-end de Pâques dernier, a balayé bien des illusions. Responsable envers la bourgeoisie et l'impérialisme, Alfonsin n'a jamais eu l'intention de s'en prendre à l'armée mais, un temps du moins, il s'en donnait l'air. Il a fini par renoncer à sauver les apparences en cédant sur toute la ligne aux exigences de l'armée, en faisant adopter une loi d'amnistie pour la quasi-totalité des tortionnaires.

Le parti péroniste, dont la plupart des voix sont toujours provenues des couches populaires, regagne donc, à l'issue de ces élections le soutien d'une fraction de la classe ouvrière qui s'était détournée de lui au lendemain de la dictature. Cela dit, si ce transfert de voix en sa faveur le remet peut-être en bonne voie pour se renforcer encore, voire même pour gagner les prochaines élections de 1989, en particulier les présidentielles, il n'apporte rien à la classe ouvrière. Si ce n'est de nouvelles désillusions en perspective pour ceux qui croiraient que les dirigeants péronistes les représentent. Les péronistes, qui ont entre les mains l'appareil de la CGT (la confédération syndicale unique en Argentine), peuvent se servir de leur poids dans la classe ouvrière. Ils en ont l'habitude et les moyens. S'ils le font, ce sera pour tenir la dragée haute à Alfonsin, mais en aucune façon pour améliorer le rapport de force entre celle-ci et la bourgeoisie.

Il n'y a pas que la politique menée dans le passé par les dirigeants péronistes pour le rappeler, il y a toute leur attitude récente, en particulier lors des grèves qui se sont déroulées ces derniers mois, au moment même de la campagne électorale, et pendant lesquelles on a pu, à plusieurs reprises, voir les dirigeants mettre tout leur poids dans la balance pour les freiner ou les arrêter.

Lors de la campagne électorale, Cafiero, le chef de file du mouvement péroniste, a tenu à préciser, en s'adressant aux travailleurs, que s'il comprenait le mécontentement des travailleurs et les raisons de leurs grèves, il considérait celles-ci comme inefficaces voire nuisibles ; et il invitait ces mêmes travailleurs à être "efficaces", c'est-à-dire à faire confiance au bulletin de vote, péroniste évidemment.

Mais pour les classes pauvres argentines, rien ne viendra "d'en haut". Rien ne viendra des politiciens péronistes, comme rien n'est venu des politiciens radicaux. Ou plutôt rien d'autre ne viendra, que des mesures antipopulaires. Car ce qui est vrai ici, en France, ce qui est vrai dans tous les pays riches est encore plus vrai dans un pays pauvre. Et c'est en menant, aussi bien sur le terrain de ses revendications économiques que sur le terrain politique, des luttes d'ensemble menaçantes pour la bourgeoisie que la classe ouvrière argentine arrivera à enrayer l'offensive que les classes possédantes mènent contre elle.

Dans cette voie, elle aura à faire face aux politiciens civils bourgeois, aux menaces des militaires. Mais elle devra aussi affronter les dirigeants d'un appareil qui prétend la représenter, la bureaucratie syndicale péroniste totalement liée à la bourgeoisie, corrompue au sommet mais enracinée dans la classe ouvrière par l'intermédiaire des milliers de militants syndicaux que cette puissante maffia encadre et trompe.

Hélène GRILLET

Le président Alfonsin et son ministre de l'Economie, Juan Sourrouille, après les résultats des élections.

Des conditions de vie aggravées pour les travailleurs

En Argentine, et plus particulièrement ces derniers mois, les conditions de vie se sont aggravées pour les travailleurs. Le journal *Clarin* du 8 septembre faisait état d'un rapport officiel de statistique. Celui-ci rapporte qu'en juillet, les salaires avaient reculé de 6,3 % en *termes réels,* ce qui porte la chute des salaires pour l'année à 14,2%. Et ce sont des chiffres officiels. Par ailleurs, l'inflation a été de 13,7% en août, amenant ainsi l'inflation annuelle à 126,4% ! En ce qui concerne le chômage, il a augmenté de 0,6% en juillet. On imagine la dégradation des conditions de vie quand, en plus, on apprend que le volume des heures travaillées *"a augmenté considérablement"*, toujours d'après le journal *Clarin*. Pour la plupart des travailleurs argentins, la journée de travail varie entre 10 et 14 heures, parfois plus, car un seul emploi ne suffisant pas, s'ajoute à celui-ci, quand ce ne sont pas des heures supplémentaires, des petits boulots voire même un deuxième emploi !

Le plan austral mis en place en avril 1985 et qui devait en finir avec l'inflation a donc fait long feu. Et la spéculation a repris de plus belle. Rien que pour le mois d'août, la Banque Centrale a procédé à plusieurs "mini-dévaluations" qui se montent à 5%.

Un mécontentement qui s'exprime aussi par les grèves

Au cours des derniers mois, les réactions des travailleurs contre l'aggravation de leurs conditions de vie n'ont pas manqué de se faire entendre. Parmi les grèves, il y a eu celle des travailleurs du pétrole qui ont fait grève pour les salaires. Pourtant il s'agit là d'un secteur qui a la réputation d'être privilégié et où, surtout, il n'y avait pas eu de grève depuis plus de dix ans.

Des grèves ont aussi eu lieu au métro, dans les postes, le téléphone, le chemin de fer et dans certaines cliniques. Là, les dirigeants syndicaux ont tout fait pour les limiter et les arrêter. Déjà, pour le chemin de fer, ils ont veillé à morceler le mouvement. Ainsi, le 24 août, c'étaient les cheminots de la signalisation, en grève pour les salaires et la réincorporation de délégués licenciés. Le lendemain, c'était au tour des agents de conduite. Un mot d'ordre de grève était lancé pour la semaine suivante, mot d'ordre retiré par les dirigeants syndicaux la veille même du jour annoncé... Quant aux travailleurs du téléphone, en grève dans certaines provinces, ils se sont vu dire par leur dirigeant syndical national que *"les grèves ne servent à rien"* et que *"l'unique voie est la négociation et l'entente avec l'entreprise"*.

Enfin, la grève la plus longue a été celle d'un secteur qui n'appartient pas à la classe ouvrière, celui des enseignants du supérieur qui revendiquaient des augmentations de salaires. Commencée début août, elle s'est étendue aux étudiants et durait encore au début du mois de septembre.

Les résultats de la gauche

En 1985, le Parti Communiste était présent aux élections dans le cadre d'un front, le Front du Peuple (FP), constitué avec l'organisation trotskiste, le MAS (Mouvement vers le Socialisme), et des représentants de petits secteurs péronistes. Le FP avait obtenu alors autour de 3 % des voix.

Cette fois-ci, le PC se présentait dans le cadre d'un autre front, le FRAL (Frente Amplio de Liberacion = Front large de libération), constitué avec le Parti Humaniste et de tous petits secteurs du péronisme et du Parti Intransigeant (PI) — Nestor Vicente, leur principal candidat à la députation, venant lui-même du PI. Le FP avait en effet volé en éclats quelques mois plus tôt, à la suite du week-end de Pâques. Le MAS avait rompu le FP, après la signature par le PC du "pacte social" d'Alfonsin, jugeant qu'elle revenait à cautionner la politique d'Alfonsin, en particulier l'amnistie aux militaires.

Deux organisations trotskistes se présentaient donc seules cette fois-ci, comme en 1983, le MAS et le Parti Ouvrier (PO).

Si l'on additionne les suffrages obtenus par le FRAL et le MAS, on retrouve à quelque chose près les résultats obtenus en 1985 par le FP. Cela dit, cette fois-ci, le MAS réunit 1,41 % des voix, soit quatre fois plus qu'il n'en avait eu en 1983, le FRAL obtenant un tout petit peu moins, 1,4%. Le Parti Ouvrier, avec 0,2 %, lui, ne bouge pas.

Par contre, le Parti Intransigeant (parti issu du Parti Radical, mais présenté comme de gauche), qui avait obtenu en 1985, 6,24% des voix, connaît un net recul en passant à 2%.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995